Zeitschrift: Anzeiger für schweizerische Geschichte = Indicateur de l'histoire suisse

Band: 12 (1914)

Heft: 4

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Notes sur l'introduction de l'année du 1er janvier à Genève XVe—XVIe siècle.[1])

Comment et dans quelles conditions l'année de la Circoncision, celle dont on se sert aujourd'hui uniformément dans tout le monde chrétien, qui part du 1er janvier et finit le 31 décembre, a-t-elle remplacé à Genève l'année de Noël, 25 décembre—24 décembre, en usage auparavant dans cette ville?

La question peut paraître superflue, Lullin et Lefort, ordinairement si exacts, ne disent-ils pas en termes exprès — *Regeste genevois, n° 1565, en note* — que le style natal, introduit ou plutôt réintroduit à Genève en 1305[2]) par l'évêque Aimon du Zuart, «subsista pendant 270 ans» et que «ce ne fut qu'en 1575 que le gouvernement de la République prescrivit de commencer l'année au 1er janvier.» A s'en tenir à ces indications sommaires, on pourrait croire, en effet, que les deux modes de computation susdits se sont succédé purement et simplement, sans transition et sans heurts, et que le passage du premier au second a eu lieu d'un jour à l'autre, en application d'un article de loi formel, comme il s'effectuerait très vraisemblablement à notre époque, si, par aventure et pour une raison quelconque, on en venait à vouloir adopter une nouvelle sorte d'année.

Certains faits, quand on les examine sans trop approfondir, paraissent même au premier abord, s'accorder très bien avec cette interprétation. C'est ainsi qu'on voit les notaires, ou des notaires, si l'on tient à ne pas s'avancer trop, la vérification complète n'étant pas toujours possible, employer régulièrement l'année de Noël jusqu'en 1574, puis lui substituer brusquement celle du 1er janvier en 1575 et motiver ce changement par un ordre reçu du Conseil.[3])

Jacques Cusin, vol. V, en titre: *Minutaire et abréviatures des actes receus par moy Jaques Cusin, citoyen et notayre juré de ceste cité de Genève, soubz l'année 1575 commenceant au premier de janvier, et fault noter que par cy apprès les années se finyront au dernier de décembre et se commenceront le premier de janvier, suyvant l'arrest de nos Souverains Seigneurs donné en janvier 1575.*[4])

[1]) Tous les documents cités dans ce travail sont tirés des archives d'Etat de Genève.

[2]) Sur l'emploi, à Genève, de l'année de Noël, antérieurement à 1305, cf. *Mém. et Docum., Genève, XXXI,* notre *Essai sur la chronologie en usage dans les chartes du diocèse de Genève au XIIe siècle.*

[3]) Cf., par exemple, la date ci-après, relevée au hasard dans le quatrième volume des actes de Jacques Cusin: *l'an prins à la Nativité de Nostre Seigneur Jésus-Christ mil cinq centz septante quattre et le onziesme jour du moys de julliet,* année natale, comme on voit, d'après la formule même, et les quatre dernières dates du volume suivant (un minutaire): *du 24e Xbre 1575; du dernier décembre 1575; du cinquiesme janvier 1576; du VIe janvier 1576,* qui ne s'expliquent que si Cusin a changé auparavant sa manière de compter.

[4]) Un autre notaire fait une déclaration si possible encore plus explicite. Pierre Delarue, vol. XI, 1re page: *Fault notter que ceste année* (1575) *et toutes aultres par cy apprès*

Mais dès qu'on regarde d'un peu près, ce semblant de preuve s'évanouit. Il suffit, pour s'en rendre compte, de jeter un coup d'œil sur l'arrêté gouvernemental auquel Lullin et Lefort, d'une part, et, de l'autre, les notaires susdits font tour à tour allusion sans en donner la teneur. On reconnaît alors que cette pièce n'a pas, en elle-même, la portée générale qui lui est attribuée dans le Régeste [1]), et que loin de fournir une base au système simpliste exposé plus haut, elle peut servir au contraire d'argument contre lui.

Rég. Cons., vol. LXX, séance du 11 janvier 1575 : *D'aultant qu'on a aperceu qu'il est survenu des différens occasion de la date de l'année, en ce qu'on la commence dès le 25e de décembre qui est le jour de la Nativité, ce qui faict équivoquer plusieurs, arresté, comme a desjà été dict cy devant*[2]*), qu'on advertisse les notaires de la commencer dès le premier de janvier, suyvant mesmes ce qui s'en prattique en France dès quelques années en çà*[3]*), encore qu'ilz commençassent dès Pasques. Ledict jour lesdicts notaires ont esté apelés et leur a esté déclairé le présent arrest.*

Nous ne nous attarderons pas, malgré son intérêt, à commenter à cette place la décision qui précède. Dans ce moment, une seule chose nous importe, constater que le texte ci-dessus témoigne presque sûrement que l'année du 1er janvier était déjà en usage à Genève avant 1575. C'est, en effet, à notre avis, la seule explication possible de l'ordre donné aux notaires et surtout du motif invoqué, et cela revient à dire, à moins que nous ne nous trompions du tout au tout dans notre interprétation [4]), que l'année du 1er janvier n'a pas simplement succédé à l'année de Noël, mais qu'avant de remplacer complètement celle-ci, elle a été employée à côté d'elle pendant un temps plus ou moins long.

Les registres d'état-civil.

Les faits, du reste, sont ici pleinement d'accord avec la théorie. Qu'on prenne, par exemple, les registres des baptêmes et mariages [5]) et les registres

la datte suivra jusques à la fin de décembre et ceste année s'achèvera au dernier décembre, toutes les aultres commenceront seullement à changer au premier de janvier et non pas plus au 25 de Noël et jour de la Nativité de Nostre Seigneur Jésus-Christ comme l'on faisoit ceste et aultres années par cy devant prisses, et suivant l'advertissement général que pour ce observer en a esté faict à tous les nottaires par résolution de nos très honnorés Seigneurs et Supérieurs en janvier 1575.

[1]) On ne peut la lui donner que par voie d'interprétation. On verra, du reste, plus loin que cette opération, dans le cas particulier, est légitime jusqu'à un certain point.

[2]) Cette délibération antérieure, à laquelle il est fait allusion ici, ne nous a pas été conservée, peut-être parce qu'elle n'avait pas abouti à une décision ferme

[3]) En application de l'Edit bien connu du roi Charles IX, daté de janvier 1563/1564.

[4]) Nous le ferions, en tous cas, en bonne compagnie. « Il n'y avait pas longtemps, écrivait déjà Gautier il y a deux siècles, dans un passage où tout, malheureusement, n'est pas également à retenir, il n'y avait pas longtemps que la coutume de compter le commencement de l'année au premier janvier s'était introduite dans Genève Auparavant, on la commençait au 25 décembre, jour de Noël Cependant, les notaires suivaient encore cet ancien usage, ce qui causait de l'équivoque. Pour éviter cet inconvénient et ôter toute bigarrure dans la manière de compter, on leur ordonna, au commencement de cette année 1575, de se conformer au style établi depuis quelque temps.» *(Hist. de Genève, V, p. 141).*

[5]) Tenus par les pasteurs.

des décès[1]) antérieurs à 1575 et l'on verra que tous, du premier au dernier, sont datés avec l'année du 1er janvier, ou pour parler plus exactement, que toutes les fois que la vérification peut être faite, on se trouve en présence de cette manière de calculer.[2]) Or, ces registres nous reportent déjà passablement loin de 1575. Les plus anciens qu'on ait conservés remontent, pour la ville, à 1549[3]) et 1550[4]), pour la campagne, à 1542.[5]) Dès ce moment, l'usage est fixé.

Bapt. de Satigny, premiers articles du 1er volume: *S'ensuyvent les noms de ceux qui ont esté baptizé l'an 1542 et premièrement le moy d'aoust*

. . . . . .

Moy de décembre

le 10e jour fust baptizée . . . .
le 17e jour fust baptizée . . . .
31e jour fust baptizé . . . .

L'an 1543 s'ensuyt et premièrement moy de janvier.

le 7e jour fust baptizé . . . .

Bapt. de St-Pierre, id.:[6])

Batesmes de l'an 1550.

Mercredy le premier jour de l'an au sermon de huyct heures a ésté baptizé...

Suivent les baptêmes de l'année jusqu'au 24 décembre où nous reprenons:

Ce 24e jour dudit moys fust baptizée...
Ce 26e jour dudit moys fust baptizée....

Le lundy 29 dudit moys au sermon du matin 5 heures fut baptizée....

Pour l'an 1551

le 4e jour de janvier au catéchisme a esté baptisé...[7])

Que si l'on ne trouve pas ces dates suffisamment concluantes, en voici d'autres plus explicites.

---

[1]) Tenus par l'hospitalier, par le fossoyeur, etc., en tout cas par un fonctionnaire ou un employé laïque, pour la ville tout au moins. A la campagne, aussi par les pasteurs.

[2]) Toutes les fois ou très peu s'en faut. En cherchant bien on découvre, en effet, de très rares dates natales. Dans les mariages de la Madeleine, vol. I, par exemple, l'année 1552 qui ne compte que deux actes (*l'an 1552 après Noël: ont esté espouséz le 29 de décembre...; le dimanche 19e jour de juillet 1552 ont esté espouséz...*), et encore une date isolée, *le dernier jour de décembre prins à la Nativité 1568*, dans les baptêmes de St-Pierre, vol. II.

[3]) Reg. des décès.

[4]) Reg. des bapt. et mar. de St-Pierre, la Madeleine et St-Gervais.

[5]) Reg. de Satigny.

[6]) Abstraction faite de trois notes isolées se rapportant aux années 1544, 1546 et 1548.

[7]) Dans le volume l'année 1551 a deux commencements. Page 16, recto: *pour l'an 1551; le 4e jour de janvier....* (voir ci-dessus). Vient après un acte du 11. Le reste de la page est demeuré blanc. Page 17, recto: *pour l'an 1551; janvier; le 4e jour dudit moys au sermon de cinq heures du matin fust baptizé....* Puis la série des baptêmes de l'année. Par suite de cette inadvertance, la preuve, comme on voit, est double. Pour les baptêmes de St-Pierre, du reste, les témoignages surabondent. Une seule fois, en effet, il n'est pas possible de déterminer le style employé (couple d'années 1557/1558, les dates sautant du mercredi 22 décembre au dimanche 2 janvier). Toutes les autres années, ce qui ne fait pas moins de 24 fois, on peut constater nettement que le millésime change le premier janvier. Même la date natale, tout exceptionnelle, que nous avons signalée plus haut, note 2, n'interrompt pas la série.

Bapt. de la Madeleine, vol. II: *Ce vendredy 20 dudit mois* (de décembre 1566) *a esté baptisée....*

Ce 25 fut baptisée....

Ce 26 fut baptisé

Ce 28 au sermon du catéchisme a esté baptizé....

Cy finist l'an 1566

S'ensuit l'an 1567.

Janvier.

Ce mercredi premier jour du mois a esté baptisé....[1])

Ou bien encore:

Décès de la ville, vol. VIII: *Le 24 de décembre 1567 mouru....*
le 27 de décembre 1567 mouru....
le 28 de décembre 1567 mouru....
le 30 de décembre 1567 mouru....
le 31 de décembre 1567 mouru....
le 11 de janvier 1568 mouru....

Une page contenant les décès survenus du 1er au 10 janvier a été arrachée du registre, mais la conclusion n'en est pas moins certaine. Elle est, du reste, confirmée par le passage de l'an 1568 à l'an 1569 qui se fait, dans le même volume, entre le *mercredy 29 décembre 1568* et le *samedy premier jour de janvier 1569.*

Les registres du Conseil.

Les actes d'état-civil donnent la preuve que l'année du 1er janvier était déjà en usage à Genève bien avant 1575 et que les cas où on la rencontre ne peuvent en aucune façon être considérés comme des exceptions sans portée, mais ils ne nous renseignent pas sur les conditions dans lesquelles cette année était employée, ni sur le moment où on avait commencé à s'en servir. Les registres du Conseil, le premier, sans contredit, et le plus important des documents que nous puissions examiner, fournissent à ces deux points de vue quelques indications intéressantes.

Ces registres, tels qu'ils nous sont parvenus, nous reportent, comme on sait, à 1409, mais jusqu'à 1473[2]) ils présentent de très grosses lacunes. Malgré ces déficits, il est déjà possible, pendant cette première période, de déterminer à plusieurs reprises l'année qui a été choisie. Six fois, 1409/1410, 1428 1429, 1429/1430, 1442/1443, 1459/1460, 1460/1461, c'est l'année natale, une fois, 1457/1458, le millésime change, ou paraît changer au 1er janvier.

---

[1]) Variante de la même formule, un peu moins caractéristique, mais qui présente le grand intérêt de remonter au tout commencement des registres. Bapt. de St-Gervais, vol. I: *Ce 17 décembre* (1550) *a esté baptizée....; le dimanche 26 de décembre a esté baptisé....; Fin des baptesmes de l'an 1550; Baptesmes de l'an 1551; le premier de janvier dudit an fut baptisée....*

[2]) A partir de ce moment, en revanche, la série est à peu près ininterrompue.

Reg. Cons., vol. III, passage de l'année 1457 à l'année 1458: *Jovis XXII decembris* (1457) *in domo communi....*

martis XXVII decembris fuit tantum consilium....

veneris penultima decembris in domo communi....

M° IIII^c LVIII^vo

et die martis tercia mensis januarii in domo communi.... [1])

Si cet exemple est recevable, et nous le tiendrons provisoirement pour tel, quitte à le discuter plus tard, nous voilà bien loin de 1575. Il ne s'agit pas ici, en effet, d'une date isolée, d'un cas accidentel, qui ne tirerait pas à conséquence et qu'on pourrait négliger sans inconvénient, mais du premier terme d'une série. Témoin le tableau ci-dessous, suffisamment probant par lui-même pour qu'on nous dispense d'entrer dans de plus amples développements.[2])

Reg. Cons., vol. VI à XXI, 1473—1527: 1° *Années commençant, ou paraissant commencer le 1er janvier:* 1478 [3]), 1481[4]), 1502 à 1518[5]), 1520, 1521, 1523 à 1527.

2° *Années commençant le jour de Noël:* 1474, 1475. 1483 à 1499, 1519.[6])

3° *Années pour lesquelles le jour initial ne peut être fixé:* 1476, 1477, 1479[7]) 1480 (lacune dans les registres de février 1479 à février 1480), 1482, 1500 et 1501 (lacune de février 1499 à décembre 1501), 1522.

---

[1]) Les secrétaires du Conseil marquent le passage d'une année à l'autre de plusieurs façons, 1° au moyen d'une formule spéciale, plus ou moins développée, placée entre le 24 et le 25 décembre ou entre le 31 décembre et le 1er janvier, par exemple *Mutatio anni de anno N in annum N + 1;* plus simplement *Mutatio anni* ou *Hic mutatur annus, N + 1;* plus simplement encore, comme ci-dessus, le millésime seul, *N + 1.* 2°, pas de formule, les dates se suivent d'une manière ininterrompue, le remplacement d'un millésime par un autre dans leur corps même avertissant seul du changement de l'année: *23 décembre N, 24 décembre N, 25 décembre N + 1....* ou *30 décembre N, 31 décembre N, 1er janvier N + 1....* On trouve des cas où le millésime ne figure qu'une seule fois, dans la première date de la nouvelle année.

[2]) Nous ne nous astreindrons pas non plus, après ce que nous avons dit dans la note précédente, à nous appuyer sur un exemple à chaque fois.

[3]) Reg. Cons, vol. VIII: *Martis XXIII decembris* (1477) *existentibus in consilio....; veneris XXVI decembris existentibus in consilio....; martis penultima decembris existentibus congregatis in claustro....; die ultima decembris post prandium....; anno LXXVIII, veneris II januarii existentibus in consilio....*

[4]) Reg. Cons., vol. IX: *Martis XIX decembris* (1480) *existentibus in consilio...; die martis XXVII* (pour 26) *decembris existentibus in consilio....; M° IIII^c LXXX primo; die martis II januarii existentibus in consilio....*

[5]) Voir plus loin.

[6]) Puis 1528 et les années suivantes.

[7]) Reg. Cons., VIII: *Martis XXI* (pour 22) *decembris* (1478) *existentibus in consilio...; anno LXXIX, martis XXIX januarii* (ce dernier mot barré et remplacé par *decembris*, correction postérieure et d'une encre plus pâle) *anno LXXIX, existentibus in consilio...; martis V januarii....* Sous sa forme primitive, avant la correction, la seconde des trois dates ci-dessus renfermait donc une grosse faute. Reste à savoir si le mois seul était erroné et si le millésime ne l'était pas également. Dans ces conditions, on peut tout au plus faire des hypothèses sur la sorte d'année dont le secrétaire en charge entendait se servir. Les éditeurs modernes des registres (t. III, p. 113), qui suppriment purement et simplement le mot

Autrement dit, les secrétaires Guillaume Decarro (mars 1473—février 1475), Guillaume Decrose, en fonctions à trois reprises à des époques différentes, Antoine Léonard, Amédée Favier, Jean Janin, Antoine Richard (février 1482—février 1499) et Martin Porral (mars 1518—août 1519) emploient l'année de Noël. Hugonet Conseil (février 1477—février 1482), Louis Montyon (décembre 1501—mars 1518), Etienne Biolley enfin, et après lui Ami Porral (août 1519—février 1527), se servent ou paraissent se servir de celle du 1er janvier.[1]) La manière de calculer adoptée par Claude Cavussin (février 1475—février 1477) ne peut être déterminée.

On n'aperçoit, au demeurant, aucune raison quelconque à ces changements de style, aucun motif à ces variations. Pour cette période, c'est-à-dire de 1450 environ à 1527, les choses se passent tout-à-fait comme si, deux années étant également possible, le choix entre elles deux, dans les registres du Conseil, était simplement laissé au secrétaire et dépendait uniquement de lui. C'est, du reste, très probablement, ce qui avait lieu en réalité.

Il en va, en revanche, tout différemment dans le demi-siècle qui suit. Pendant quarante-trois ans, en effet, tous les secrétaires qui se succèdent, font uniformément usage de la même sorte d'année, la natale.[2]) Il semble qu'il y ait eu, et il y a eu effectivement, comme on le verra plus loin, réaction contre le laisser-aller de l'époque précédente et retour à une règle plus stricte.[3]) Cette longue série, sur laquelle il est inutile de nous attarder, puisqu'aussi bien nous n'avons à nous occuper ici que de l'année de la Circoncision, n'est interrompue qu'une seule fois, en 1540,[4]) et quand

---

barré, sans avertissement, tranchent la question en faveur de l'année natale. Pour une raison que l'on trouvera plus loin, nous pencherions plutôt pour celle du 1er janvier. Remarquons en passant que, pour s'expliquer le lapsus calami qu'on vient de voir, il faut admettre que le secrétaire n'a pas rédigé son procès-verbal le jour même de la séance, mais plus ou moins longtemps après coup. Sur ce point, cf. ut supra, t. III, préface, p VI.

[1]) On ne peut fournir la preuve qu'Hugonet Conseil change le millésime le 1er janvier que pour deux années seulement, mais on ne voit pas pourquoi il aurait agi différemment pendant les trois autres.

[2]) Même le premier (Ami Curtet, avril 1527—février 1530), bien qu'il oublie chaque fois de changer le millésime à la date exacte et le fasse constamment avec quelques jours de retard, le 29, voir le 31 décembre. De telles inadvertances, comme on en voit encore si fréquemment de nos jours, ne sont pas très rares.

[3]) On trouve, par exemple, des formules comme celles-ci. Reg. Cons., vol. XLV: *Le changemant de l'année 1550 à 1551. Jeudi le vingt et cinquiesme de decembris que l'on appelle Noël, au vrayement le jour de la Nativité Nostre Seigneur Jésus Crist, l'on commance, selon l'ancien hus de Genève, à compter l'an mille cinq centz cinquante ung, inditio neufviesme, au lieu de l'an MVe cinquante, inditio huictiesme.* Ou encore comme la suivante, un peu moins caractéristique, placée entre le *vendredi vingt et troys decembris 1552* et le *lungdi vingt-six decembris 1553* (id., vol. XLVI): *Mutation du nombre de l'année selon l'ancien usage. Pour ce que hier fust le 25 décembre que l'on dict jour de Noël, auquel jour selon la coutume ancienne le jour de l'année se change de 1552 à 1553....*

[4]) Année commencée le 1er janvier, mais le secrétaire qui date ainsi une fois par hasard, revient dès l'année suivante au style natal, ce qui ôte toute importance à ce cas isolé.

elle se termine la crise finale est toute proche. Une fois encore, en 1574, l'année est prise à Noël,[1]) mais en 1571, 1572 et 1573, elle commence le 1er janvier et à partir de 1575 cette manière de compter règne définitivement sans partage.[2])

Une dernière remarque avant de quitter les registres du Conseil. On a pu s'apercevoir que nos conclusions ont été beaucoup plus catégoriques pour les exemples d'années du 1er janvier tirés des mariages, baptêmes et décès que pour ceux fournis par ces registres. C'est que, dans ce cas, ces exemples ne sont pas tous également certains. Les plus anciens, notamment, prêtent à la rigueur à des objections.[3]) En tout état de cause cependant, et dans l'hypothèse la plus défavorable, les registres du Conseil nous font gagner quarante ans au moins. En effet, quand le secrétaire d'Etat Montyon place entre le 31 décembre, *veneris ultima decembris*, et le 4 janvier, *martis quarta januarii*, la formule *mutacio anni de anno Domini millesimo quingentesimo primo in annum quingentesimum secundum*, il ne peut y avoir aucun doute qu'il ne change le millésime au 1er janvier.[4])

[1]) Reg. Cons, vol. LXVIII: *Jeudy 24e Xbris 1573; vendredy 25e de décembre; lundy 28e de décembre 1574 pris à Noël; mardy 29e de décembre 1574 pris à la Nativité; mercredy 30e de décembre 1574 pris à Noël; jeudy dernier de décembre 1574 pris à Noël; vendredy premier de janvier 1574....*

[2]) Reg. Cons., vol. LXIX et LXX: *Vendredy 24 de décembre 1574; lundy 27e de décembre 1574; mardy 28e de décembre 1574; vendredy dernier de décembre 1574; dimenche second de janvier mil cincq cens septante cincq....*

[3]) « Dans les pays mêmes où l'usage s'établit de faire commencer l'année à d'autres époques, le 1er janvier (jour où commençait l'année civile chez les Romains) est toujours demeuré par tradition le point de départ de l'année astronomique. La plupart des anciens calendriers, et il s'en est conservé un grand nombre, font figurer janvier en tête de la liste des mois.... et bien que l'année commençât réellement à d'autres dates, le 1er janvier fut toujours communément appelé le 1er jour de l'an. » (Giry: *Manuel de diplomat.*, p. 105 et 106). Ces remarques font comprendre les datations comme la suivante: Reg. Cons, vol. XIV: *Martis XIX decembris* (1497)....; *LXXXXVIII*; *martis XXVI decembris....*; *veneris XXIX decembris....*; *Mo IIIIc LXXXXVIII*; *die martis secunda januarii....* Mais qu'on suppose, dans le cas ci-dessus, que le secrétaire, tout en continuant d'indiquer le commencement de l'année astronomique (ou de quelque autre nom qu'on veuille l'appeler) définie plus haut, ait oublié, ou négligé comme étant superflu, de marquer le moment où le millésime avait changé, sept jours plus tôt, on pourrait se croire, très légitimement, en face d'une année du 1er janvier. Ce ne serait pourtant qu'une apparence.

[4]) Reg. Cons., vol. XV, passage de l'année 1501 à 1502: *Martis vigesima prima decembris* (1501) *sindici quatuor....*; en haut de la page suivante, à gauche, dans la marge, et d'une autre écriture que le reste du texte, *1502 a Nativitate Christi*, puis au milieu de la ligne, *1501 decembris* et au-dessous *martis XXVIIIa decembris, sindici....*; ensuite *jovis penultima decembris, sindici ...*; *veneris ultima decembris, quatuor sindici ..* et enfin *mutacio anni de anno Domini millesimo quingentesimo primo in annum quingentesimum secundum*. La conclusion est certaine, malgré la formule ajoutée après coup *1502 a Nativitate Christi*, placée entre le 21 et le 28 décembre, et qui, du reste, ne reparaît plus les années suivantes.

La notation *mutatio anni de anno in annum* revient encore trois fois le 1er janvier, 1519 1520, 1520 1521, 1521/1522 (Biolley secrétaire) Dans l'intervalle et après, Montyon et Biolley se servent de formules plus simples, *mutatio in annum, hic mutatur annus*, etc.

Les lettres de bourgeoisie, les comptes, quittances et mandats, etc.

Le travail minutieux que nous venons de faire pour les registres du Conseil pourrait être répété pour ceux du Chapitre,[1]), de l'Hôpital[2]), etc., mais cette étude n'apporterait aucune indication vraiment nouvelle[3]), ce qui nous permet de passer immédiatement aux derniers documents dont nous voulions nous occuper, les pièces isolées, qui soulèvent une question intéressante. On peut se demander, en effet, si l'année du 1er janvier a été dès l'origine, à Genève, une année bien différenciée, nettement distincte de celle de Noël, ou, au contraire, si elle n'a pas commencé par être une sorte d'année natale relâchée, n'ayant d'abord servi que pour les registres, où son emploi ne risquait pas d'amener des confusions,[4]) et qui peu à peu s'est individualisée. Les documents que nous avons examinés[5]) ne nous ont pas permis d'élucider ce point. Pour la seconde moitié du XVe siècle, il est vrai, nous n'avons rencontré l'année du 1er janvier que dans des registres, mais nous n'avons pas tenu toutes les pièces de cette époque encore subsistantes et dans ces conditions il n'y a pas lieu de tirer de cette constatation des conséquences bien précises.[6]) En revanche, ce qu'on peut affirmer en toute assurance, c'est qu'on trouve cette année employée pour toute espèce de pièces depuis le commencement du XVIe siècle et qu'à partir de ce moment les exemples ne cessent plus. En voici quelques-uns, pris dans les séries les plus diverses et choisis parmi ceux qui ne laissent place à aucune incertitude:[7])

Mandat des syndics Pierre de Versonnex, Jean de Fernex et Henri Dunant du 28 décembre 1501 *(datum Gebenn. in consilio nostro ordinario die vigesima octava mensis decembris anno Domini Mo quingentesimo primo).* Versonnex

---

[1]) 1418—1530. On peut y faire les mêmes constatations que dans les registres du Conseil pendant la même période, c'est-à-dire que l'année y varie suivant le secrétaire qui tient la plume. Ajoutons que le style de la Circoncision y est plus fréquent avant 1500 que dans ces registres.

[2]) Commençant en 1542 et constamment datés avec l'année natale jusqu'en 1575.

[3]) Nous n'en voulons retenir qu'une chose, c'est que ces divers registres ne se superposent pas, autrement dit qu'ils ne sont pas nécessairement datés les uns et les autres de la même façon dans le même moment.

[4]) Dans cette sorte de documents, les dates se trouvant tout naturellement rangées dans leur succession chronologique.

[5]) La série factice des dite «pièces historiques», de 1450 à 1575 et même quelques années plus en avant, et dans les mêmes limites de temps, les pièces annexées au registre du Conseil, les procès criminels et informations, les comptes, mandats et quittances et les lettres de bourgeoisie.

[6]) Il faut aussi considérer qu'au commencement l'année du 1er janvier a certainement été une exception rare, et de plus que, dans les dépôts d'archives, les pièces datées de la dernière semaine de décembre deviennent de moins en moins nombreuses à mesure qu'on remonte plus haut, ce qui diminue encore la chance de la rencontrer.

[7]) Bien entendu qu'on pourrait former encore plus facilement une liste parallèle de pièces variées empruntées aux mêmes séries et datées avec l'année natale.

de Fernex et Dunant ayant été élus après le 5 février 1501, la conclusion n'est pas douteuse.

Lettre de bourgeoisie de Jean Vulliart, du 30 décembre 1505 *(datum Gebenn.... die martis penultima decembris anno Domini M° quingentesimo quinto)*, octroyée par les syndics Pierre Lévrier, Pierre d'Orsières, Hugonin de Bourdigny et Pierre de Fernex, nommés les trois premiers le 9 février 1505, le quatrième le 9 juillet suivant.[1])

Lettres de bourgeoisie de Louis Ricouz, du 31 décembre 1510 *(die ultima decembris anno Domini M° quingentesimo decimo)*, de Louis Daguyn, 29 décembre 1511 *(M° quingentesimo undecimo)*, d'Amédée Pingon, 29 décembre 1514 *(M° quingentesimo decimo quarto)*, de Jean Rubin, vendredi 30 décembre 1519 *(millesimo quingentesimo decimo nono)*, pour lesquelles la date de nomination des syndics indiqués exclut, comme ci-dessus, l'année de Noël.

Compte de Girardin de la Rive, apothicaire de la ville, commençant le 9 mars 1526: *plus le dernier jour de décembre 1526 pour V onces de cire roge....*

Lettre des pasteurs Jean Morand, Jacques Bernard, etc., *faict le dernier jour de décembre 1538* (pièce annexée au reg. Cons., vol. XXXII, 5 mars 1538 —8 février 1539, séance du *mardy dernier décembre)*.

Compte de Jean Balard, commençant le 15 juillet 1539, visa du contrôleur P. Mathiod: *fait à Genève le 29 de décembre 1539.*

Inventaire des meubles de l'hôpital, *fayct le 28e jour décembre 1541* sur l'ordre des syndics Jean Curtet, Amy Bandière, Pernet de Fosse et Dominique Darlod, nommés le 6 février 1541.[2])

Procès criminel de Jacques Lombard pour larcin: informations contre Jacques Lombard, *le XVIIII décembre 1542*, répétitions du même, le *jeudy 28 décembre 1542.*[3])

Visa du contrôleur Pierre Mallagniod, *le dernier de décembre de l'an 1546* (compte de Guigonet et Bachelard dit la rava pour la «fuste» livrée *depuis le 4e d'Aoust 1546*).

Et de nombreuses autres pièces de comptabilité et de procédure de *l'an 1557 et le dymanche 26e jour de décembre*[4]), du *26 décembre 1558*[5]), du *28 décembre 1561*[6]), des *25 et 29e de décembre 1563*[7]), du *penulthiesme de décembre 1568*[8]), des *25, 26 et 30 Xbre 1570*[9]), des *25 et XXIXe de décembre 1571*[10]), du *30e de décembre 1574*[11]), etc., sur lesquelles nous passerons sans nous arrêter, n'entrant dans quelques détails que pour

---

[1]) C'est bien, du reste, cette année-là que le 30 décembre tombe un mardi.

[2]) P. H., n° 1271.

[3]) P. C., n° 365.

[4]) Compte de Jean Lermet, maçon.

[5]) P. C., n° 787, procès criminel de Barthélemy Jaquemot pour fausse monnaie.

[6]) Compte de Claude Du Montz, «ferratier».

[7]) Compte de Jehan de Fosse, pour des «grobeaux».

[8]) Compte d'Amy de Châteauneuf.

[9]) P. C., n° 1622, procédure contre David Humbert, pour forcement d'un coffre.

[10]) Compte d'Etienne Chamot, apothicaire.

[11]) Compte de René Janvier, pour des tentures.

une seule d'entre elles, à cause d'une remarque dont elle nous fournit l'occasion.

Comptes, mandats et quittances, cart. XII, compte d'Etienne Chamot: *Ce 25 décembre 1571 a esté faicte parcelle à Estienne Chamot pour reste des partyes par luy fournies des drogues et médecines pour les mallades pestiférés dempuis le 14 d'apvril 1569 jusques au 10 de janvier 1571....*

Nous syndiques et Conseil de Genève à notre bien aymé général trésorier salut et commandons que délivrez audit Chamot.... ce XXVe décembre prins à Noël 1572.

Je soubsigné Estienne Chamot, citoyen de Genève, confesse avoir heu et receu de monsieur le thrésorier général.... ce XXIXe de décembre 1571.

Dans cette pièce, comme dans plusieurs autres du même genre, les deux manières de calculer sont réunies sur la même feuille. Gallatin, le secrétaire du Conseil, emploie l'année de Noël, Bernard Chabrey, qui fait la parcelle, et l'apothicaire Chamot, celle du 1er janvier. Témoignage frappant et singulièrement représentatif de l'anarchie qui régnait à Genève à cette époque en matière de chronologie.

La déclaration du 8 janvier 1555 et l'arrêté du 11 janvier 1575.

Il ne faudrait pas croire cependant que les deux années qui se faisaient ainsi concurrence étaient tout-à-fait sur le même pied. Il y a entre elles une différence capitale, au moins au point de vue théorique. On n'est pas en face, en effet, de deux usages parallèles, comme on en rencontre des exemples en divers lieux, mais d'un bon et d'un mauvais usage. On pourrait déjà l'inférer de la comparaison des faits, mais il n'est pas nécessaire d'avoir recours à ce moyen de preuve, on a sur ce point un témoignage écrit, une déclaration en forme du Conseil, en réponse à une demande de renseignements venue de l'étranger.[1]) Dans cette pièce, l'année du 1er janvier n'est pas nommée, mais son existence est reconnue implicitement, et l'omission même dont elle est l'objet la met à sa vraie place.

Reg. aberg., vol. VIII, fol. 117, v^o^: *Nous sindiques et Conseil de Genève à tous faisons notoire et manifeste par ces présentes que nous, ouye la requeste de noble François Paquet, nostre citoien, à nous faicte de la part de magnifique seigneur de Bassefontaine de luy donner actestation de nostre usaige de nombrer l'an pour s'en servir out de besoing. Par mure délibération de nostre Conseil, actestons et notiffions à ung chacun que l'usaige tant de nous que le stile de noz notaires et juréz en tous actes est de commencer par nombrer l'an au jour dict Noël qui est le*

---

[1]) Liv. partic., vol. VIII, séance du 8 janvier 1555: *Le Sr de Bassefontaine* (Probablement Sébastien de l'Aubespine, abbé de Bassefontaine, maître des requêtes au parlement de Paris, ambassadeur du roi de France en Suisse de nov. 1552 à nov. 1554). *Sur ce qui az requis de luy donner actestation de l'ussaige que les notaires usent icy et du commencement de l'an, si ne se prend pas à la Nativité Nostre Seigneur Jesus-Crist ou à Nostre-Dame de Mars etc. Arresté qu'il luy soit oultroyé ladicte actestation dudict usaige seullement et de la reste non, qu'est que l'on prend le commencement dudict an à la Nativité de nostre Seigneur Jésus-Crist.*

vingt-cinq de décembre, et ce de vraye coustume et ancien usaige dans nostre dicte cité et terres d'icelle et non aultrement. De quoy avons bien voluz donner les présentes à la raisonnable requeste susdicte, munies de nostre sceau commung, ce mardy huictiesme de janvier 1555 prys à la Nativité.

Dans ce document curieux, dont tous les mots ont manifestement été pesés, le Conseil ne dit pas que l'année natale est seule employée à Genève, mais qu'elle est employée pour les pièces officielles et pour les actes dressés par les notaires et qu'elle est seule conforme au bon usage. C'était dire en même temps qu'une autre manière de calculer était aussi en vigueur, qui ne présentait pas ce caractère et qu'il n'y avait pas lieu, par conséquent, de prendre en considération. Sur quoi nous remarquerons encore deux choses, premièrement, que la déclaration du 8 janvier 1555 fournit la preuve qu'à cette époque le Conseil s'appliquait à suivre une règle stricte en matière de datation. Ensuite, que le Conseil n'aurait pas pu faire la même déclaration dans les mêmes termes trente ou quarante ans plus tôt, quand Montyon, Ami Porral ou Biolley tenaient la plume en son nom.

Le XVIe siècle est l'époque où le style de la Circoncision, assez peu employé jusqu'alors, se propage, non seulement à Genève, mais à peu près dans toute l'Europe, évinçant et supplantant brusquement ou petit à petit tous les autres styles en usage auparavant. En se prononçant si catégoriquement en faveur de la vieille année genevoise traditionnelle dans sa réponse à la demande du Sr de Bassefontaine, contrairement à la tendance générale de son temps, le Conseil se condamnait en quelque sorte fatalement à se déjuger dans un avenir plus ou moins proche. Vingt ans, en effet, n'étaient pas écoulés, qu'il cédait lui-même au courant sans retour, non plus seulement, comme il l'avait fait pendant une certaine période, en laissant à ses secrétaires le choix de l'année, mais en adoptant celle du 1er janvier de propos délibéré et pour n'en plus changer. Plusieurs motifs, à ce moment, influèrent sur sa détermination, les progrès de ce système dans la population, l'exemple de la France, et probablement aussi, peut-être sans s'en rendre bien compte, le besoin d'unification, qui est un des caractères de l'esprit moderne, alors en formation. On sait peu de chose, au demeurant, sur la manière dont il procéda à cette occasion, l'ordre donné aux notaires le 11 janvier 1575, que nous avons reproduit in extenso au commencement de cet article, paraissant constituer la seule trace écrite qui soit restée de cette décision. Tout au moins c'est la seule que nous ayons rencontrée. Cette pénurie de renseignements signifie très vraisemblablement, si aucune trouvaille ultérieure ne vient déranger nos conclusions, que le Conseil n'a pas pris une mesure générale, qu'il s'est borné à faire de l'année du 1er janvier, déjà tout introduite dans le pays, l'année officielle en l'adoptant lui-même définitivement après deux ou trois ans de flottement ou d'indécision[1]), et que s'il a enjoint en même temps aux no-

[1]) Le Conseil doit avoir pris cette résolution au plus tôt en 1574 ou dans les tout premiers jours de 1575, avant le 11 janvier. Pour diverses raisons : parce que dans ses re-

taires, comme une conséquence nécessaire, d'employer aussi ce système, il a jugé inutile ou n'a pas cru avoir le droit de l'imposer aux simples particuliers.[1]) L'abandon complet de l'ancien mode de computation en résulta d'ailleurs très rapidement, mais dans de pareilles conditions, il ne pouvait pas avoir lieu immédiatement ni d'un seul coup. Aussi ne doit-on pas s'étonner de trouver encore çà et là, pendant quelque temps, des dates en style natal, même après que le Conseil eût renoncé à cette manière de compter. Elles sont, du reste, très rares et peuvent être considérées comme des exceptions.[2])

Au point de vue pratique, tout ce qui précède peut être résumé dans cinq propositions.

L'année de Noël, en usage à Genève d'une manière ininterrompue depuis 1305, cesse d'être employée, non pas exactement en 1575, quand le Conseil l'abandonne définitivement pour son propre compte, mais assez peu de temps après, sans qu'on puisse préciser davantage. De plus, il paraît sûr que jusqu'en 1575 elle a toujours été considérée comme la véritable année genevoise, malgré la concurrence croissante qu'un autre mode de computation, l'année du 1er janvier, était venue lui faire au bout d'un certain temps,[3]) en attendant de la remplacer tout-à-fait à la date indécise indiquée ci-dessus.

L'année du 1er janvier est déjà vieille à Genève au moment où cet événement se produit. On en trouve des exemples répétés, assez fréquents pour que leur nombre empêche de les regarder comme de simples excep-

---

gistres on se sert encore du style de Noël pour passer de 1573 à 1574, parce que le secrétaire de la Commission de l'Hôpital et d'autres encore font de même en 1574/1575 et commencent à dater avec le style du 1er janvier seulement en 1575/1576, etc. Les registres du Conseil, en remontant jusqu'en 1569, qui est la date extrême à laquelle on pourrait penser, ne renferment cependant aucune délibération sur la matière. Le Conseil a-t-il considéré la mesure qu'il prenait comme une simple affaire de police intérieure qu'il était même inutile de consigner par écrit?

[1]) On remarquera que cette manière de procéder est tout-à-fait dans l'esprit de la déclaration du 8 janvier 1555. Là aussi le Conseil ne tient compte que de son propre usage et de celui des notaires.

[2]) On en trouve encore deux, par exemple, en 1576, dans les comptes, mandats et quittances (visa du contrôleur Jean Canal : *ce 25 Xbre pris à Nativité de Nostre Seigneur Jesus-Christ 1577*, le mandat des syndics est daté *donné ce XXVe de décembre 1576*. Quittance de spectable Maurice Viret : *ce jourd'huy 27 de décembre 1577 prys à la Nativité de Nostre Sauveur Jesus-Christ.*) Ce sont les dernières pour cette série.

[3]) Surtout dans la masse de la population pour les besoins de la vie courante. Cf. les pièces comptables, assez nombreuses à la fin de la période, où l'on trouve réunis sur la même feuille un compte de fournisseur ou de maître d'état, le visa du contrôleur, le mandat des syndics et quelquefois le reçu. On constate que l'année de Noël a été employée pour le mandat, pièce officielle au premier chef, que le visa du contrôleur où ce caractère est moins accusé, est assez souvent daté avec l'année du 1er janvier, la note et le reçu du fournisseur ou du maître d'état, simples particuliers, plus souvent encore.

tions,[1]) depuis 1458, et peut-être pourrait-on remonter plus haut, si on prenait la peine de passer systématiquement en revue tous les documents antérieurs subsistants. Il est vrai de dire que les premiers de ces exemples sont de nature à soulever certains doutes,[2]) mais à partir de l'an 1500 aucune incertitude ne peut plus subsister. Il y a eu, par conséquent, au XVe (?) et au XVIe siècles, une période assez longue, dont la durée n'est pas complètement, ni sûrement déterminée, de trois quarts de siècle au moins, plus probablement de 100 à 120 ans et même davantage, pendant laquelle on a fait usage à Genève de deux années différentes en même temps.

Ces deux années n'alternent pas. Du commencement à la fin, qu'on parte de 1458 ou seulement de 1501, les documents datés avec le système natal et ceux pour lesquels on a suivi le style de la Circoncision forment deux séries continues qui poursuivent leur évolution parallèlement.[3])

La nature des pièces n'entre pas en ligne de compte ou plutôt ne le fait que dans certains cas spéciaux. Ce qui revient à dire que pour certaines catégories de documents la manière de calculer reste la même et que pour d'autres elle varie, en sorte que, dans la pratique, on est exposé à

---

[1]) Le rapport numérique des dates de la Circoncision aux dates natales est difficile à établir. Dans les matériaux des Archives d'Etat les dernières sont beaucoup plus nombreuses, mais il faut tenir compte du fait que ces matériaux sont en majeure partie formés de pièces officielles, pour lesquelles la règle a été mieux gardée. Si on possédait un plus grand nombre de pièces provenant de simples particuliers, les proportions changeraient probablement. Peut-être même seraient-elles renversées à la fin de la période.

[2]) Personnellement nous les estimons certains, pour diverses raisons dont aucune, malheureusement, ne constitue une preuve formelle. Guillaume Favier, par exemple, secrétaire du Chapitre de 1483 à 1488, qui se sert ou paraît se servir du style du 1er janvier les deux premières années *(Die mercurii penultima decembris in capitulo....; M^o^ IIII LXXX IIII^to^ et die jovis prima januarii....; Die veneris ultima decembris in capitulo....; millesimo LXXXV^to^ et die sabbati prima januarii....)*, prend celui de Noël à partir de la troisième et il semble qu'il ait tenu à avertir du changement *(Die veneris XXIII^a^ decembris in capitulo....; millesimo CCCC^mo^ LXXXVI^to^ a Nativitate Domini sumpto...; die mercurii XXVIII^a^ decembris...)*.

[3]) *Années commençant ou (les premières) paraissant, au moins, commencer le 1er janvier* (nous supprimons les doubles emplois): Conseil, 1458; Chapitre, 1468 et 1471; Conseil et ensuite Chapitre, 1478—1485; Chapitre, 1493—1496; Conseil, 1502—1518 et 1520—1527; Chapitre, 1528—1530; Pièce annex. au reg. Cons., 1538; P. H., n° 1271, 1541; Etat-civil, 1543—1575, etc.

Années commençant à Noël: Conseil, 1460 et 1461; Chapitre, 1467, 1473; Conseil, 1474 et 1475; Chapitre, 1479—1481; Conseil, 1483—1499; Conseil, 1528—1570 et 1574, ou encore, avec des lacunes, Hôpital, 1542—1575, sans oublier les pièces comptables de fin décembre 1576 datées encore 1577. Que si l'on trouve un trop grand vide entre 1499 et 1528 on peut le remplir par diverses pièces que nous n'avons pas encore citées, par des actes de notaires entre autres. Cf., par exemple, Jean Duvernay, vol. I, partage entre Guichard et Pilliod: *acta Gebenn... anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo secundo die vigesima quarta mensis januarii,* et, même volume, actes divers du 1er sept. 1508, du 22 févr. 1510, du 29 avril 1512, etc., où l'emploi de l'année de Noël est également spécifié.

rencontrer des pièces de même espèce, simultanément ou suivant les époques, à la fois dans l'une et dans l'autre des deux séries ci-dessus.[1])

Dans ces conditions, il est impossible de formuler aucune loi générale. Il n'y a que des cas particuliers. La chose va si loin que des documents qui par tous leurs autres caractères sont absolument semblables de tout point, peuvent très bien être datés d'après des computations différentes. Cf., par exemple, les deux mandats suivants, tous deux de la main du secrétaire d'Etat Montyon, dressés le même jour, 28 décembre 1501, sur l'ordre des trois mêmes syndics, Versonnex, de Fernex et Dunant *(Petrus Versonnex, Johannes de Fernex et Henricus de Nanto consindici et procuratores civitatis Gebennensis dilecto honorabili Johanni Turci receptori emolumentorum dicte civitatis salutem....)*. Montyon, pour l'une des deux pièces, emploie l'année du 1er janvier *(datum Gebenn. in consilio nostro ordinario die vigesima octava mensis decembris anno Domini M° quingentesimo primo)*[2]), pour l'autre, l'année de Noël *(datum* etc.... *die martis vigesima octava decembris anno Domini M° quingentesimo secundo a Nativitate sumpto)*[3]).

Le travail que nous achevons ici, pour lequel on n'a pas épuisé tous les matériaux disponibles, laisse encore plusieurs points en suspens. Tel qu'il est, cependant, et malgré ses lacunes, il montre du moins que l'introduction de l'année du 1er janvier à Genève n'est pas une question simple et que lorsqu'on aborde la période qui va de 1450 à 1575 environ, il est bon de prendre garde aux pièces écrites entre le 25 et le 31 décembre.[4]) Nous croyons même qu'on peut sans témérité étendre cette conclusion et qu'il faut être prudent dans l'estimation des dates toutes les fois qu'on n'est pas absolument certain qu'une seule espèce d'année a été en usage, à l'exclusion de toute autre, dans une ville, dans une région ou dans un

[1]) La règle étant l'année de Noël et l'année du 1er janvier la dérogation, trois cas se présentent : la règle est appliquée strictement (registres de l'Hôpital, registres du Conseil de 1527 à 1570, très vraisemblablement aussi, du commencement à la fin, l'importante série des actes des notaires, mais nous ne les avons pas tous tenus entre les mains, ce qui nous empêche de conclure absolument, etc); il y a mélange ou alternance des dates natales et des autres (registres du Conseil, 1458 à 1527, registres du Chapitre, lettres de bourgeoisie, pièces de procédure, etc., etc.); la dérogation a passé à l'état d'habitude constante ou à peu près constante (par exemple, les registres d'état civil).

[2]) Pour la preuve que l'année du 1er janvier a bien été employée dans cette date, voir p. 202.

[3]) On remarquera que l'année de Noël est annoncée ici par une formule spéciale. Si cette précaution avait toujours été prise, elle permettrait de distinguer d'emblée les années natales et par suite il n'y aurait plus aucune difficulté pour faire le départ des autres. Malheureusement, tel n'est pas le cas. La formule ci-dessus, ou l'une de ses variantes, est à la vérité fréquente, mais elle manque aussi très souvent.

[4]) Il fournit aussi un bon exemple de la manière dont a eu lieu, dans nombre de cas, au moyen âge et au commencement des temps modernes, le remplacement d'un style par un autre dans une localité ou un pays, non par dépossession brusque, mais par envahissement progressif.

pays. Le cas de Genève n'est pas isolé, si peu normal qu'il puisse paraître a première vue, et même il doit être plus fréquent qu'on ne le pense généralement. Ailleurs qu'à Genève on rencontre cet état de choses singulier: une année officielle, bien et duement reconnue comme telle, et, à côté d'elle, par suite de circonstances locales,[1]), une autre année, employée sans règle,[2]) et qui non seulement fonctionne sans opposition, mais qui est véritablement tolérée et même permise, au moins tacitement. A Lausanne, par exemple, pour ne pas nous éloigner trop, on se sert à peu près indifféremment, avant 1536, de l'année de l'Annonciation, soit du 25 mars, et de l'année de Noël, au moins depuis 1375 ou 1400. A Lausanne encore, après la conquête bernoise, on partage pendant un certain temps, comme à Genève, entre l'année de Noël et celle du 1er janvier.

E.-L. Burnet.

Zeugenaussagen über die erste Schlacht bei Vilmergen.

In seiner ausführlichen Darstellung der ersten Schlacht bei Vilmergen sagt Oberst Arnold Keller (Argovia XXIII 82), der Schaffner des Schlösschens Hilfikon habe dem katholischen Heere Spionendienste geleistet. Keller nennt zwar die Quelle nicht, sondern sagt bloss: es wird erzählt. Das Brugger Ratsmanual von 1655—1660 (Archiv-Nummer 550; Seite 179 bis 181) enthält jedoch Zeugenaussagen von Teilnehmern am Kampfe, woraus sich die Richtigkeit jener Erzählung ergibt. Die Kundschaft wurde aber nicht bloss um dieser Tatsache willen aufgenommen, sondern ersichtlich zur Ermittelung der wahren Ursache der bernischen Niederlage: des Mangels an richtiger Führung (Arg. XXIII 102 ff.). Die Eintragung lautet:

Den 4.t Decembris Anno 1656 Inbeisein Herr Schultheis Frölich vnd mein (s.) Herren.

---

[1]) Par imitation ou par infiltration des pays voisins, très souvent. Dans le cas de Genève, où l'on ne voit pas que ces causes aient pu agir, sauf à la fin (par l'exemple de la France) pour accélérer le mouvement, nous croirions plutôt que l'année intruse, celle du 1er janvier, sort, par développement spontané, de cette année que Giry appelle l'année astronomique (voir p. 201, note 3) et pour laquelle nous préférerions le nom d'année des calendriers. Le même phénomène a dû se produire aussi ailleurs, et même il est probable que c'est par ce procédé que l'année du 1er janvier a commencé à se généraliser. La faible différence qui séparait les deux styles rendait la chose particulièrement facile dans les pays où l'on employait l'année de Noël. L'Allemagne est dans ce cas et l'on remarque, en effet, que le mouvement y a été très hâtif.

[2]) Se rappeler seulement les registres du Conseil de 1458 à 1527, pour lesquels on s'est servi indifféremment des deux manières de calculer, au choix du secrétaire. C'est le caractère distinctif du cas chronologique dont Genève fournit un exemple, par opposition au cas où les deux années ont chacune leur domaine nettement délimité, où l'administration civile, par exemple, suit un système, l'administration ecclésiastique, un autre.

Vs befelch vnsern (s.) Gnedigen Herren vnd Obern Loblicher Statt Bern habend wir vnsere Burger vnd vßzůger wegen des Leidigen Tråffens, zu Vilmergen vergangen, verhört; vnd (sie) haben bezůget, wie hernach volget.

Herr Leütenant Hummel vnd Jacob Bechli der Fendrich habend bezeüget: Als der erste Lårmen angangen, sye das Ergöuische Regiment zu Vilmårgen bei der obren mühli Inbereitschafft gestanden; da (Vorlage: das) sye Herr Obersten Meyen Schreiber kommen vnd geredt: es sye nur ein blinder Lårmen; bald hernach habe der feind die vßern wachten — welche von der Ramiger (Remiger) Companej gsin — angegriffen, darvon der Lårmen entstanden. Daruff Herr Oberster Mey vůlcker, welche vnder den Zoffinger, Brugger, Arburger, Růder vnd Liebegger fahnen gehördt, vs dem dorff Vilmårgen vffs fåld comendiert; vnd da solche etwan ein halben Büchsenschutz weit gsin, habend ermelte fünff Compagnien, die gegen dem feind gezogen, gehalten vnd feüwer geben; bald daruff vff sy zugeruckt. Herr Mayor Mey aber die Halbartierer vnd Spießknecht samt dem Brugger fahnen von disen 5 Companien (s.) berůffen (s.), die vff den Råbbårg comendiert; doselbsten sei (so, statt sy) vff den feind starck gegangen, das er zůruck gewichen. Da aber keine Officierer mehr by Inen vnd der feind vff den mitlisten flůgel so starck angeloffen vnd nach dem dorff Vilmårgen getrungen, sy so lang gehalten, bis sei entlichen gantz zertrent worden vnd weichen můßen.

Hans Schaffner der feldschårer zůget: da der Erste Lårmen fůr über gsin vnd der feind mit den vssern wachten gefochten, sye er vs Herr Hauptman Zimmermans Quatier (s.) zu Vilmårgen durch die hole gaß vsen gangen, In dero by 500 Man gestanden; aber keine Officierer bei Inen, die sei angewysen. Da habe er die selbigen hinus vffs fåld gefůrt; vnd ehe sei all daruff kommen, habe der feind mit stucken vnder sy geschossen. Vngeacht deßen syend sy vff den feind geruckt vnd sich gegen ime gewert; vnd da sy bei einer halben stund in gůter Ordnung gefochten, sey Herr Oberster Mey kommen, dise vůlcker, wie er sy antroffen, stehen lassen (s.). Hernach seyend über die 300 Man hindenhar abgefůrt worden; (er, Hans Schaffner) möge aber nicht wůssen, wer das befohlen habe. Die vbrigen all noch bei anderthalben Stunden gefochten. Weil aber der Feind vs Stucken so mechtig vff sei geschossen vnd mit *500* Man in ire Ordnung geloffen, einandren zboden geschlagen, — habe sich einer hie, der ander dorthin saluieren můßen. Vnd da die weltschen vůlcker schon fort gsein, habe Herr Veldmarschal (s.) Gvy das volck ermandt, sei sollen sich tapfer halten.[1])

[1]) Wie A. Keller erzählt, führte Feldmarschall-Leutnant Guy d'Handanger die Waadtländer Truppen bis zu ihrer Vereinigung mit den Bernern. Sein mannhaftes Verhalten auf dem Felde von Vilmergen ergibt sich auch aus Kellers Darstellung. Argovia XXIII, 50; 103.

Herr General von Erlach habe sich ein wenig bei den stůcklenen vf-gehalten, aber dem volck nůt zůgesprochen vnd sye vor dem våldmarschalck hinweg gsin.[1])

Ingleichem zůget Růdolf Frey, Jacob Wirt wachtmeister, Hans Spilman vnd Wilhelm Limpurg der Basamenter, ein gedinter Sôldner.

Hans Båchli der wachtmeister zůget, das Herr Leutenant Hummel son-tags abend vmb 8 vhren anbefohlen, die vßerste wacht gegen Hilffigken vffzeführen. Da er nun zů derselbigen komen, sy die schon bestelt vnd uf ein nůwes vfgefůrt gsein. Indem er sich by selbiger wacht vffgehalten, sye Thietrich Båy von Bern vnd David Heer vs der Kilchôry (s.) Můlenberg mit dem Schaffner zu Hilffigken vs dem dorff Vilmårgen ind wacht kommen. Weil sei aber inen das wort [Passwort] nicht kônnen geben vnd der ge-melte Schaffner sich fůr ein Burger von Arauw vsgeben, syend sei wider zůruck ins Quartier (s.) gefůrt worden.

Ingleichem zůget Baltißer Widmer der Furrier.

Hans Wyß zůget, das am Sambstag znacht zwůschen 11 vnd 12 vhren vorbemelter Båy vnd Dauid Heer mit erwentem Schaffner von Hilffigken zůr wacht kommen vnd weil sy das wort nit ghan, syend sei wieder zuruck gewisen worden. Bald hernach sye Herr Oberster Mey vff seinem pferdt reitend mit obbemelten personen kommen, solche durch die wachten hinus gefůrt vnd nach einer halben stund eintzig wider angelangt vnd nach seinem Quartier geritten.

An dem Montag vormitag sye der offtermelte Schaffner von Hilffigken mit einem Feßlj vol wein, so bei 80 maßen gehalten, zůr wacht kommen; vnd sye der Båy vnd Heer aber bei ime gsein. Da habe die wacht ime den wein abkaufft vnd vnder sy vstheilt; der Schaffner aber vnder dem volck harumb gegangen vnd alles vßspåhen kônnen. In sôlcher zeit sey Herr Oberster Mey durch die wachten hinus gerithen, vnd da er wider kommen, hab er zů inen gesagt: sei werden bald můßen vff sein. Vnd als die wachten abgeführt worden, habe sich der feind gleich hernach såhen lassen. Von dem Veldmarschalch (s.) Gvy wůsse er nůt; des Haubt-man Tschudis volck aber habe er vff dem Berg gesehen.

In gleichem zůgend Samuel Hiltprand vnd Heinrich Zůlauff.

(Ratsmanual S. 187):

Den 14t Januarii 1657 habend mein Herren Schultheis vnd Rhat den zeügen, welche vs befelch vnsern Gnedigen Herren vnd Obern Loblicher Statt Bern wegen des leidigen Tråffens, vor einem Jahr zu Vilmårgen vor-gangen, ire ussag wie in dem Buch 179 folio beschreiben, nochmahlen ab-låsen lassen; welche dan bei selbigen verbleiben vnd dero vssag zůfriden gsin.

---

[1]) Diese Aussage bildet eine Bestätigung und eine Ergänzung zu A. Kellers Be-merkungen über das tatenlose Verhalten Erlachs während des Kampfes.

Ausser den hier veröffentlichten enthält das Ratsmanual noch andere Eintragungen über die Schlacht bei Vilmergen. Davon sei noch folgende hinzu gefügt (S. 92):

Zinstag den 15t Januarij Anno 1656 (a. St.) Inbeisein Herr Schultheis Meyer vnd mein Herren 3 oder 4:

Mit schmertzlichem beduhren vnd grossem hertzenleid habend wir die vergangene nacht von etlich vnserer Burgeren vernomen, das gestrigen abend[3]) vmb 3 vhren ob Vilmärgen ein blutiges treffen zwüschen vnsern G. H. vnd Obern vnd der Papistischen Orten vsgezogenen völckern vorgangen; vnd vnsere völcker durch den feind zuruck getriben vnd ein zimliche anzahl durch das Geschütz erlegt vnd sonsten nider geschlagen worden; seyen auch von vnsern Burgern etlich bliben. —

Brugg verlor von seinen Bürgern: 9 Mann tot; 2 gefangen, die nach Luzern geführt wurden; 15 verwundet (Ratsmanual S. 95). Dazu die Fahne: siehe Brugger Neujahrsblätter, 11. Jahrg 1900. S. 61; Argovia XXIII, 106.

Brugg, im Sept. 1914. *Dr. S. Heuberger.*

Der Ustertag vom 22. November 1830.

Von einem Augenzeugen.

Nachfolgender Brief, der zu den bekannten Schilderungen des Ustertags mehrere ergänzende Züge z. B. über das Auftreten und den Eindruck der drei Redner hinzufügt, hat sich als Kopie im Nachlass *Joh. Casp. Bluntschlis* erhalten und bildete offenbar die Hauptquelle für dessen Schilderung in Rankes Politisch-historischer Zeitschrift I S. 603. Aus dem Inhalt geht hervor, dass er von einem Teilnehmer der Versammlung noch am gleichen Tage an einen Stadtbürger geschrieben worden ist. Leider sind in der Kopie weder Schreiber noch Adressat angegeben und es ist mir nicht gelungen, Indizien aufzufinden, die zu irgend welchen Vermutungen berechtigen würden. Für die Ueberlassung des Briefes zur Publikation bin ich Hrn. Prof. Dr. Hans Bluntschli verpflichtet. *Wilhelm Oechsli.*

Ich kann der Begierde nicht widerstehen, Ihnen über die heute in Uster stattgehabte Volksversammlung meine Mittheilung zu machen. Die erste Veranlassung, die eigentliche Ursache, warum mehr als 10000 Bürger aus allen Gegenden unseres Kantons zusammentreffen konnten, war nichts anderes als das politische, insbesondere das Repräsentationsverhältniss zwischen

[3]) Demnach Montag den 14. Januar a. St. = 24. Januar n. St.; vgl. Argovia XXIII 80. Es ist wohl nur ein Druckfehler, dass im Titel zu Kellers Arbeit steht: 22. Januar; a. a. O. nach S. XVI.

Stadt und Land. Die Tendenz der Wortführer und die Aufgabe der Versammlung sollte, wie man hätte denken können, mithin auch keine andere seyn, als sich über das zweckmässigste Mittel zu berathen, um jene Verhältnisse ins Reine zu bringen. In diesem Sinne hätten Sie, als Stadtbürger, uns, die wir an dieser Versammlung Theil nahmen, füglich als Ihre Antagonisten betrachten können, sowie man auch auf dem Lande bald Ursache zum Misstrauen in den guten Willen der Stadt fürs Allgemeine zu haben glaubte. Der Gegensatz mithin, den Land gegen Stadt und Stadt gegen Land aufwirft, bekämpft und bestreitet die Scheidewand, die Sie zwischen sich und uns aufführen. Die Kluft, die man zwischen uns geflissentlich offen erhalten will — ganz gewiss ist nur diess die eigentlichste Ursache eines Ereignisses gewesen, das geschichtlich wichtiger werden kann, als man sich vielleicht noch von keiner Seite gestehen will. — Auf die Gefahr hin, das Land in der Meinung, die Sie bereits von ihm gefasst haben, noch etwelchermassen herabzusetzen, — auf die Gefahr hin, dass solche Geständnisse auch zum Vortheil der Stadt dienen sollten, wage ich es, Ihnen zu sagen, was ich über diesen Auftritt denke. Dünkt es Ihnen nicht zu langweilig, so lesen Sie diese meine Darstellung und hören Sie mein offenes, aufrichtiges Bekenntniss dessen, was ich davon halte. —

Sie müssen wissen, — wer sollte das nicht? — dass die Vorarbeit der XXI in 2 Punkten besonders missfallen hat, in dem Verhältnisse der Repräsentation nähmlich, und in der Art des Ueberganges aus dem alten in den soit disant neuen Zustand. Unsre Erwartungen im Punkte 1 sind, wie Sie sich selbst nicht verhehlen können, von Zeit zu Zeit gesteigert worden. In öffentlichen Blättern, in Privat-Cirkeln, in offener Gesellschaft sprach man gleich von vorneherein von 2 gleichen Hälften für die Stadt und das Land. Anfänglich gefiel diess, der Mehrtheil unserer Leute hielten diese Proposition für ein Kind — wo nicht der Liebe, doch der Grossmuth, für ein Opfer, das die Stadt dem Wohl des Ganzen und dem Rechte zu bringen gedachte. — Bald aber gewöhnte man sich an diesen Gedanken, und es befremdete kaum mehr, als man die Zahl von $^3/_5$ gegen $^2/_5$ auszusprechen wagte. War aber auch dieses Verhältniss dem natürlichen Rechte des Volkes nicht schon um vieles annähernder? 10000 gegen 200000! oder 85 : 127, welche Ungleichheit in diesen beiden arithmetischen Proportionen! Allerdings gebühren der Stadt etwelche Vortheile in vielerley Rücksichten, allein auch bey dem Verhältniss von $^1/_3$ zu $^2/_3$ würden sie für die Stadt nicht ausbleiben; darum nicht anders als zu $^1/_3$ und $^2/_3$. Sehen Sie, so raisonnierte man auf dem Lande. Und wie auf unserer Seite die Ansprüche stiegen, so nahm in der Stadt die Lust, von den schon so lange mit Nutzen besessenen Prärogativen etwas zu vergeben, ab. Vielleicht dass eine ziemliche Anzahl Ihrer Mitbürger sich endlich überzeugten, es wäre das zweckmässigste, jeden Unterschied, der seinen Grund bloss in der Lokalität hätte, aufzuheben und die Wahl freizugeben. So dachte auch ein, wie wohl der geringere

Theil des Landvolks. Nieder die Scheidewand! Frey die Wahl der Repräsentation ohne Beschränkung weder auf Stadt noch auf Land! Diess war ihr Ruf. Die Mehrzahl aber hielt dies für keine Garantie gegen die Anmassungen der Stadt, sie verlangte, dass es dem Lande gebothen werde, $^2/_3$ aus sich selbst zu wählen.

In einem Punkte hingegen vereinigte sich so zu sagen die ganze Masse des Volkes, darin nämlich, dass der Grosse Rath neu geschaffen, neu gewählt werde. Der Ausmerzungsprozess von a. 1814 et seqq. war noch in zu frischem Gedenken, als dass man nun einen Theil der Mitglieder aus der Stadt, obwohl bloss réciproquement, dem nähmlichen Verfahren hätte blosstellen wollen; man hielt dafür, in toto et tanto entlassen zu werden, würde weniger schmerzhaft seyn als sich einzeln ausgemerzt zu sehen. Zudem hatte man mehrere Landbürger auf dem Korn, welche ohne eine gänzliche Umgestaltung des Gr. Rathes dem Fegefeuer hätten entgehen können. — Gross und allgemein war daher Erstaunen und Unwille, als der Antrag der XXI zur Kunde des Publikums kam.

Nicht von $^2/_3$, nicht von $^3/_5$, ja nicht einmal von der Hälfte war darin mehr die Rede; denn Winterthur hielt man vermöge der ihm zugedachten 14 für ins Interesse der Stadt gezogen, und uns auf dem Lande, blieben demzufolge noch 92 gegen 102,[1]) — uns den schwächern an intellektueller Kraft und Bildung, 28 Individuen weniger als den in jeder Beziehung, auch bei einer Minderzahl der Stimmen uns so weit überlegenen Städtern! — Doch nicht diese Zahl, nicht der coup d'état mit Winterthur allein missfiel, es missfiel noch ebenso sehr die Art des Uebergangs, die man vorschlug. 38 Zürcher waren bestimmt zum Sühnopfer für das Vaterland. Ehe und bevor aber der Opferaltar zu rauchen kam, blieb ihnen noch eine schöne Frist von 3 Jahren[2]), Busse zu thun oder vielmehr diejenige, Gesetze und Verordnungen noch emanieren zu helfen, von denen das Heil des Vaterlandes abhangen, wodurch es verbürgt werden sollte. War diese ihre — eben nicht unbedeutende Rolle noch abgespielt, konnten sie füglich die Bühne verlassen.

Bei so gereitzter Stimmung der Gemüther bedurfte es in der That eines sehr geringen Anstosses, um eine wundergleiche Wirkung hervorzubringen. Samstags den 20sten schon, noch mehr aber Sonntags den 21sten durchflogen Eilboten das Land nach allen Richtungen und streuten in Menge handschriftliche und lithographirte Einladungen aus, an alle, die es mit dem Vaterlande gut meinten, und die sich dazu berufen fühlten, den 22sten Morgens 10 Uhr beym Kreuz in Uster zu erscheinen. Den

---

[1]) Die Berechnung der Vertreter beruht auf Irrtum. Nach dem Vorschlag der 21er Kommission wären auf die Stadt Zürich 92, auf Winterthur 14, also auf beide Städte zusammen 106 und ebenso viel Vertreter auf die Landschaft gekommen.

[2]) Vielmehr sollten 12 in der Wintersitzung 1830, 13 in der Wintersitzung 1831 und 13 in der von 1832 ausgemerzt, also die ganze Operation in 2 Jahren beendigt werden.

Freunden in Stäfa, hiess es schliesslich, und der Umgegend sei es überlassen, diejenigen Mittel zu ergreifen, welche die schnelle Verbreitung dieser Einladungen erleichtern könnten. Unterzeichnet: „Die Committirten". — Beygelegt war fast allen diesen Einladungen ein lithogr. Verzeichniss derjenigen Punkte, die man theils von einem neu zu erwählenden Gr. Rathe zu erlangen, worüber man sich theils zu beschweren hätte, als: Trennung der Gewalten, Pressfreyheit, Wahl der Gemeinde- und Oberamtsvorsteher durch die Gemeinden; Abschaffung des Zunftzwangs, Aufhebung des Garnisondienstes, der Stadtzölle, der Landjägersteuer, der Advokaten, der Zuchtstiere etc. — Ein wesentlicher Fehler der Einladung sowohl als des Planes sprang jedem unbefangenen Leser derselben gleich Anfangs in die Augen: der Mangel an Unterschriften in der ersten und die Spezialität des zweyten. Viele der Gemässigtern stutzten ob dem ein und andern. Wer für die Sache des Volkes stehen wollte, hätte sich nennen dürfen; und in jene Einzelnheiten sich einzulassen, sie dem grossen Haufen vorzulegen, konnte mehr schaden als nützen. — Mittelst dieses Rufs war jedoch, das zog man dann wieder in Betrachtung, dem Volke die Möglichkeit verschafft, zu zeigen, ob es an der heiligen Sache des Vaterlands Antheil nehme oder nicht, Gelegenheit gegeben, seine Stimme unmittelbar vor die Ohren des Rathes dringen zu lassen. Und diese Gelegenheit ergriffen Tausende mit frohem, freudigem Herzen. Aus allen Gegenden des Cantons sah man sie am Morgen des 22 sten Novembris 1830 Uster zuströmen, hier eine Reihe Wagen, dort andere zu Pferde, hier eine Schaar von Fussgängern, in bunter Mischung des Alters, des Standes, der Kleidung; Leute vom Rafzerfelde und vom Fischenthal, von Altstätten und von Elgg, von Wädenschweil und von Rorbas. Auf allen Gesichten heitere, freudige Erwartung der Dinge, die da kommen sollten! Der Willkomm aller brüderliche Theilnahme, neugieriges Fragen: Wo kommt Ihr her? Bescheidene Antwort, Stille und Ruhe überall! Es war ein Herz erhebender Anblick. — Als ich am Fenster der Wirthschaft zum Kreuz stand und hinausblickte in die verschiedenen Volksströme, die sich hier concentrierten, als ich beobachtete die frohe Erwartung auf allen Gesichtern, die Theilnahme aller an dem Schicksal eines theuren Vaterlandes — da ward ich, ich gestehe es, vor Freude berauscht und ich sah Dinge erstehen an diesem Tage, wovon, wie ich wähnte, die Nachwelt einst dankend noch sprechen würde! —

Immer noch mehrte sich der Zulauf des Volkes; eine bedeutende Zahl Männer von Winterthur aus allen Ständen erhöhte durch ihr Erscheinen die Freude des Tages; denn es sollte sich heute bestätigen, was seit 2 oder 3 Tagen als Sage herumgebothen ward, dass Winterthur jedes Vorrecht mit Muth und edlem Unwillen über den zugedachten Vortheil von sich weise!

Versenkt in diesen Taumel froher Hoffnung fragte man sich kaum: Wer wird denn heute das Wort führen, wer die zahllose Versammlung

leiten? Doch einmahl auf die Bahn gebracht ging diese Frage bey den Gemässigtern von Mund zu Munde. — Niemand beantwortete sie. — Bald fragte man sich mehr: „Ist Stapfer nicht hier? Sind unsere Brändli, Wunderli, Fierz [1]) etc. nicht hier? Ist keiner der Männer vom See da, die Ansehen und Einfluss haben?" — „Nein", ertönt es überall umher! — „Wer wird denn ums Himmelswillen die Versammlung eröffnen? Wer hat sie angeordnet, ausgeschrieben? Wer sind die Committierten?" — Keine Antwort, man weiss es nicht. Da fiel der erste Tropfen auf die glatte Fläche des stillen Wasserspiegels und erzeugte kleine Wellen der Unruhe, die mit ihrer Ausdehnung stärker wurden. Es erfolgte keine Edification, von keiner Lippe; man sieht sich an, man weiss, dass etwas fehlt, aber man kann es sich nicht sagen, kaum wagt sich der Gedanke an die Brust: sollte dieses Volk heute hintergangen werden?

Jetzt entstand eine Bewegung unter der ganzen Masse, die bald Eine Richtung nahm. Die Bewegung nimmt zu, es entleeren sich die Häuser; es vermehrt und vergrössert sich das Gedränge auf den Gassen. Auch ich folge dem Zuge, und wie es mir gelingt, mich frey zu machen, was erblicke ich? —

Tausend Schritte hinter dem Dorfe drängt sich eine zahllose Volksmenge rund um eine, auf einer kleinen Erhöhung angebrachte, Tribüne. Mein Ohr vernimmt bereits Töne einer Rede, ich erblicke fünf auf dem Gerüste stehende Männer. Ich schreite weiter gegen sie vor; ich horche, ich schaue hin mit aufs Äusserste gespannter Neugierde, um den Mann zu entdecken, kennen zu lernen, der heute es wagt, als Opponent gegen die Regierung aufzutreten, der es wagt, beym Volke darauf anzutragen, das bisher bestandene über den Haufen zu werfen und Alles auszubilden; der es über sich nimmt, dem Volke Versprechungen zu machen, deren Erfüllung kaum gedenkbar ist; der sich rühmt, der Welt sagen zu können, wie die Verfassung eines Landes gestaltet sein müsse, damit Heil und Segen ihre Wirkung sey, — ich sehe und erkenne diesen Mann, es ist — Gujer von Bauma.

Soll ich Ihnen diesen Mann näher bezeichnen? Ich wüsste nichts von ihm zu sagen, als: er ist der Sohn eines Landmüllers, der die Kunst reich zu werden, vollkommen inne hatte. Diesen seinen ältesten Sohn zählte man bisher zu den Separatisten. Eine der schönen Tugenden dieser Sekte ist, dass sie sich, selbst bis zum Ärmsten herunter, in schriftlicher Mittheilung ihrer Gedanken vorzüglich üben; sie bringen es hierin unstreitig manchmal auch so weit, wie man es ohne Schulunterricht kaum für möglich halten würde. Diess und Zeit und Musse haben bei unserm Volksredner diejenige Bildung bewirkt, mit der er nun glänzt. So viel mir im

[1]) Amtsrichter Stapfer von Horgen, Brändli von Stäfa, Quartierhauptmann Wunderli von Meilen, Quartierhauptmann Fierz von Küssnacht, alle Mitglieder des Grossen Rathes. Brändli und Stapfer waren Mitglieder der 21 er Kommission.

Wissen, stand er in keiner andern Verbindung mit der Welt und der profanen Wirklichkeit, als wozu ihn seine Ökonomie und — die Bücher führten. Diese letzteren hauptsächlich sind seine Erzieher zu nennen. Er war nicht anders bekannt, als unter dem Nahmen eines *klugen* Müllers, der seine Sache vortrefflich verstand!

Was er heute dem Volke lesend vortrug, kann nicht als Masstab bey Beurtheilung seiner Sagacität dienen. Es sind die bekannten politischen Thesen, die man heutzutage in einer Unzahl von Zeitungsaufsätzen und Flugschriften bis zum Übermasse lesen kann, die er dann auf gewisse Weise commentirte und mit seinem attischen Salze würzte; z. B. nicht bloss zum Zahlen soll der Landmann gut seyn u. dgl. Ich gestehe indessen, der Inhalt des Ganzen, wenn er nicht hier an dieser Stelle aufgetischt worden wäre, konnte wenig Anstoss finden. Er warnte wie seine Nachfolger vor Excessen, ermahnte zur Geduld und Ruhe, bis der Gr. Rath über die ihm einzureichende Denkschrift werde verfügt und diejenigen Gesetze und Verordnungen werde erlassen haben, die man von ihm verlange. Von einem neu zu erwählenden Gr. Rath sprachen übrigens weder er noch seine Mitredner. Den grossen Fehler aber hatte er mit diesen gemein, dass er in jene Specialitäten sich einliess und dem Volke Hoffuung machte, dass alle seine Wünsche befriedigt werden sollten. Einem solchen Redner, der also dem Willen des Pöbels schmeichelt, wird, versteht sich, der rauschendste Beifall zugerufen.

Nach ihm liess Hegetschweiler von Stäfa sich vernehmen; er begann mit Schillers Worten:

Der Mensch ist frey geschaffen, ist frey!
Und würd' er in Ketten gebohren,
Lasst euch nicht irren des Pöbels Geschrey,
Nicht den Missbrauch rasender Thoren!
Vor dem Sclaven, wenn er die Kette bricht,
Vor dem freyen Menschen erzittert nicht!

In der Linken hielt er sein unentfaltetes Papier, mit der Rechten, sowie mit dem Körper selbst machte er diejenigen Bewegungen, die den Worten Kraft und Nachdruck geben. Figur, Stellung, die Rede selbst imponirten; kein störender Laut liess sich vernehmen; mit gespannter Aufmerksamkeit hörte man ihm zu, wie er auf nicht gemeine Weise das Wesen der Freyheit, die Eigenschaften einer freyen Volksverfassung, die Gebrechen der unsrigen entwickelte und von der Nothwendigkeit zu überzeugen suchte, den letztern abzuhelfen.

Auf Hegetschweiler folgte Steffen, in dem man, auch ohne ihn vorher gekannt zu haben, den Enthusiasten, den überspannten Kopf von weitem schon erkennen konnte. Seine Gesten, die selbst auf dem Theater lächerlich gewesen wären, stachen allzusehr ab gegen die bewegungslose Masse des Müllers Gujer. Während dieser kaum einmal von einem Fusse

auf den andern hinüberstand und mit der einen Hand nie aus dem Hosensacke fuhr, als wenn es sich um das Umwenden eines Blattes handelte, sprang jener in die Höhe, bog den Oberteil des Körpers zurück, bis die Nase gegen den Zenith stand, sank von der Fusspitze auf die Ferse zurück und umgekehrt, und überstieg somit die Grenze, innert welcher allein der Redner gefallen kann. — Er commentirte ebenfalls die aufgestellten Punkte und ermangelte dabey nicht, sich durch schlagenden Witz denjenigen Applaus zu verschaffen, der von dem grössten Theil eines solchen Auditoriums zu erwarten stand. «Eine Vermögenssteuer — *für die Reichen!* rief er; drey Publicisten bei den Sitzungen des Gr. Rathes, damit sie aufschreiben können, *was jeder plaudert!* den Zinsfuss von 5 % auf 4 herab!» und ähnliches. — Der erste Redner hatte von diesem Zinsfusse, von einer Vermögenssteuer nichts gesagt; warum es an den letzten kam, ist leicht zu begreifen.

Aus dem Haufen erhob sich nun hie und dort eine Stimme: So ist's recht! so muss es seyn! die könnens sagen! Hinweg mit den Webereien! Hinweg die Seidenspinnereyen! Neue Gemeinderäte! Neue Amtsrichter! Einen neuen Grossen Rath! Eine neue Regierung! Keine Abgaben mehr! Den Montierungsfranken hinweg! Die Landjäger hinweg! u. s. w. Ja einer soll sogar geschrieen haben: Kein Unterwaisenamt, kein Oberwaisenamt mehr! Hegetschweiler stand, man sah es ihm an, halb und halb unentschlossen, verdutzt; vielleicht begriff er da zum ersten Mahl, dass er geholfen hatte, für sich und andere eine Eisbrücke zu bauen. Steffen aber fuhr in seinen Exclamationen ungestört fort. Am klügsten (für den Augenblick) benahm sich Gujer. Jeden Ruf, der aus dem Haufen gegen die Tribüne gerichtet war, erwiderte er mit: «soll auch berücksichtigt werden», oder: «ist bereits aufgenommen», oder: «auch diesem Wunsch wird Rechnung getragen werden», und spendete so links und rechts Gnaden aus, wie ein Fürst von dem Balkon seines Palastes herab.

Gott im Himmel! rief ich bey mir selbst, was haben diese drei Männer begonnen! Solche Gedanken laut werden zu lassen durfte aber niemand wagen. Wer dem grossen Haufen nur einen Zweifel geäussert hätte, es möchte dies nicht der einzuschlagende Weg seyn, der hätte seyn Testament machen können.

Nachdem das Volk noch zur Ertheilung einiger hundert Unterschriften ermahnt worden war, wurde es von Gujer entlassen. Unsere drei O'Connels, Burdets und Hunts[1]) stiegen von der Bühne herab. Viele unterschrieben, viele nicht! Aber seither und kaum ein paar Stunden nach der That haben sich Hunderte überzeugt, sie hätten diesen Wurf durch ihre Hand nicht unterstützen sollen. Denn was wird nun geschehen? Das ist die grosse Frage! Das Volk ist nun dahin geleitet worden, von wo es unbefriedigt

[1]) O'Connel, der berühmte irische Agitator, Sir Francis Burdett und Henri Hunt, Führer der englischen Radikalen.

nicht wieder zurückkehrt, es ist hinübergeführt worden über die Grenze des gesetzlichen Gehorsams; es bedarf nur noch einen einzigen, nur Einen Schritt — so ist der Tiger der Anarchie entfesselt; Empörung, Volksaufstand sind ohne Zweifel vor der Thüre, und die nächsten Tage werden entscheiden, ob die Furien sich über uns losstürzen oder nicht.

Über wem aber wird unser und das kommende Geschlecht sein Wehe rufen, wenn die Gräuel einer Revolution über unser Gefilde ziehen und unsern Frieden zerstören. Hauptursachen sind:

1. Die Hartnäckigkeit, womit die Stadt auf Vorrechten beharren und womit sie die Ansprüche des Landes unbefriedigt abweisen wollte. Hätte die Stadt unsern Bitten grossmütig nachgegeben, hätte sie uns erklärt, wir erkennen euch als Brüder, als Söhne eines geliebten Vaterlandes; wir wollen keine Scheidewand mehr zwischen uns und euch, — ich bin gewiss, die Sonne hätte heute eine solche Volksmasse nicht bescheinen können; ich bin gewiss, das Land hätte die Grossmuth der Stadt mit einem Zutrauen vergolten, mit jener gleich gross an Werth, hätte durch die That bewiesen, dass der Stadt ein Vorrecht gebührte.

2. Die Schwachheit oder die unselige Politik der XXI, den Forderungen der Stadt allzu sehr nachgegeben und Recht und Interesse des Landes gänzlich ausser Acht gelassen zu haben. Warum muss der Kanton Zürich (auch die Stunde der andern Aristokratien wird schlagen), der einst in der Reihe der über die gemeinen Vogteyen herrschenden Stände als Herrscher glänzte, mit einem Hindernisse der Freyheit zu kämpfen haben, das den freyen Söhnen einstiger Unterthanenlande jetzt nicht im Wege liegt? Warum muss der billige Wunsch des Landvolkes, die Vorrechte gewisser Stadtbürger sinken zu sehen, ausschliesslich den Kampf veranlassen, der vielleicht noch Blut kosten kann? Die Aargauer und die Thurgauer, die ehemaligen Unterthanen, haben keine Ansprüche von Kasten und Städten zu bekämpfen, gleichwohl sieht es auch dort verworren genug aus; allein zu den Gebrechen einer Verfassung, die auch wir wie sie fühlen, kommt bey uns noch der bittere Groll, der sich tagtäglich zwischen Stadt und Land vergrössert. Um so gefährlicher muss aber auch bey uns die Wirkung werden, wenn die Mine springt.

3. Unsere heutigen drei Volksredner, die, wir wollen es zu ihrer Rechtfertigung von Hegetschweilern wenigstens annehmen, gegen ihren Willen einen Volksaufstand eingeleitet und sich zu Häuptern einer Faktion gemacht haben, welche, man wird es erfahren, je länger je mehr und so viel fordern wird, als sich mit Natur, Vernunft und Ordnung nicht vertragen kann.

O wären sie heute ganz einfach bey der Forderung einer verhältnismässigen Repräsentation, einer freyen Wahl, der Pressfreyheit und des Petitionsrechtes stehen geblieben; hätten sie dem Volk begreiflich zu machen gesucht, dass es Sache der Repräsentanten und nicht Sache des

unkundigen Volkes sey, Gesetze zu machen, dann hätten wir uns zu diesem Tage und seinen Folgen Glück wünschen können. So aber sind die Erwartungen des ruhigen, denkenden Bürgers furchtbar getäuscht worden, so sind die Illusionen des Morgens am Abend desselben Tages zur traurigen Gewissheit vom Gegentheil geworden! —

Wenn noch ein Mittel übrig bleibt, den völligen Ausbruch zu verhindern, so ist es einzig der, dass der Grosse Rath sich für provisorisch erkläre und Anstalten treffe, dass sobald als möglich ein neuer gewählt werde, und zwar, wenn es dann doch unmöglich ist, die Scheidewand sinken zu lassen, im Verhältniss zu $^2/_3$ und $^1/_3$. — Glauben Sie nur, mein verehrter Herr und Freund! Wir haben Ursache, Gott zu danken, wenn dieses Mittel noch hilft.

Felix Hemerli als Verfasser eines historischen Volksliedes.

Von Emil Dürr.

Als Quellen und Literatur sind herangezogen:

Dändliker, Karl: Zur Charakteristik der Lage Zürichs in den Jahren 1443 und 1444. In: *Turicensia*. Zürich 1891.

Dändliker, Karl: *Geschichte* der Stadt und des Kantons Zürich. Bd. I. Zürich 1908.

Dürr, Emil: Die Chronik des Felix Hemerli. Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde. Bd. VIII, 180 ff. Basel 1909.

Edlibach, Gerold: Chronik, hg. v. Joh. Martin Usteri. Zürich 1847.

Fabri, Felix: Descriptio Sueviae, hg. v. Hermann Escher in Quellen zur Schweizer Geschichte. Bd. VI. Basel 1884.

Fiala, F.: Dr. Felix Hemmerlin, Probst des St. Ursenstiftes in Solothurn. Im Urkundio I. Solothurn 1860.

Klingenberger Chronik (Kl. Chr.), hg. v. Anton Henne von Sargans. Gotha 1861.

Liebenau, Theodor von: Scenen aus dem alten Zürichkrieg. Anzeiger für schweizer. Geschichte. N. F. Bd. I, p. 235 ff.

Liliencron, Rochus von: Die historischen Volkslieder der Deutschen. Bd. I. Leipzig 1865.

Meyer von Knonau, G.: Die schweiz. historischen Volkslieder des XV. Jahrhunderts, Zürich 1870.

Reber, Balthasar: Felix Hemmerlin von Zürich. Zürich 1846.

Schneider, A.: Felix Hemmerli. Zürcher Taschenbuch auf das Jahr 1894. Zürich 1894.

Tschudi, Aegidius: Chronicon Helveticum, hg. v. J. A. Iselin. Bd. II. Basel 1736.

Witte, Hrch.: Regesten der Markgrafen von Baden und Hachberg. 1030—1515. Bd. II.

Zürcher Chron.: Die Chronik der Stadt Zürich, hg. von Joh. Dierauer, in: Quellen zur Schweizer Geschichte. Bd. XVIII, Basel 1900.

Im achten Band der Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde habe ich in einem Aufsatz «die Chronik des Felix Hemerli» darzulegen versucht, dass dieser Zürcher Chorherr und heftigste literarische Widersacher der Eidgenossen im alten Zürichkrieg als Verfasser der zweiten Fortsetzung der Chronik der Stadt Zürich anzusprechen sei. Meine Auf-

stellungen sind bisher unwidersprochen geblieben. Im Zusammenhang mit jenem Aufsatz ist die vorliegende Arbeit entstanden. Ich übgebe sie heute umgearbeitet, erweitert und an Beweisen bereichert der Öffentlichkeit. Ich werde dabei wohl öfters auf jene erste Arbeit zurückgreifen, deren Beweise und Ergebnis hier wieder verwerten müssen; aber ich will doch versuchen, dies durch die Art der Beweisführung auf ein geringes Mass zu beschränken.

Ich möchte Hemerli als Verfasser eines historischen Volksliedes in Anspruch nehmen. Aegidius Tschudi allein überliefert es im zweiten Teil seines Chronicon helveticum auf Seite 390; er kennt dessen Urheber nicht.

Es dient der Untersuchung, und der Eindruck des Einheitlichen, über den man sich Rechenschaft geben muss, verlangt es, dass das Lied in seinem Wortlaut hier folge:

1. Gen disem núwen jare[1])
han ich ein gůt geding
wie dass ein küng herfare,
der etwas ze lande bring,
damit er das unrecht wer,
dass dadurch globet werde
ja alles himelsch her.

2. Als mit den schnöden Schwi-
[zern
davon ich úch singen will:
si trůgend zweierlei crúzern
ze Zúrich an der Sil,
hinden wiss und vornen rot;
das bracht die fromen Zúr-
[cher
in semlich grosse not.

3. Das tatend die Eid-
[gnossen
von Schwiz und von Lu-
[cern
und ander ir genossen;
bi in stand die von Bern,
hassend ouch den pfawenschwanz;
si hand dem kúng dri eid ge-
[schworn,
deren ist nit einer ganz.

4. Das mord das ist beschechen
und wends nit han geton!
Meng biderman hats gesechen.
Es ist fúr den kúnig kon,
dem stats ze rechen zů,
dass andern fromen lúten
vorn Schwizern werde růw!

5. Des helf im Got vom himel
mit siner engeln schar
und alle sine heilgen,
dass ers vertribe gar
und si von grund ussrút!
Das erdrich sölt nit tragen
sölich schandliche lút!

6. Der disen fund zům erst
[erdacht,
der ist ir kúng zů Schwiz;
es war der christenheit ein schmach,
wo diss mord ungerochen erlitz!
All Christen söttend tůn darzů,
dass si mit christen lúten
[schmer
schmirwend ire schů.

7. Das ist ein ketzerliche tat
und wend sin haben er!

[1]) Gedr. in R. v. Liliencron, Die historischen Volkslieder der Deutschen, Bd. I, S. 329 ff. G. Meyer von Knonau, Die schweizerischen historischen Volkslieder des XV. Jahrhunderts, bespricht das Lied auf S. 12 ff.

All wisheit darzü tû und rat,
dass man semliches wer!
Si hand ouch vil bösers getan,
und werind si gůt christenlút,
si hetinds durch Got gelan!

8. Si hand ouch zgrund zer=
[rúttet
vil kilchen der christenheit
und hand da ussgeschúttet
den der fúr uns leid.
Ist der christenheit ein
[schand!
Das wirdig sacramente
hands mit den kilchen ver=
[brant!

9. Darumb ist wol ze raten
mit allem ernst und kraft
dem babst und alln prelaten,
ouch aller priesterschaft,
dass man sölch úbel wend.
Anders christenlicher gloub
und ghorsam het schier end!

10. Darumb sond si usschriben
in alle christenheit
dass man si vertribe
und man nit lenger beit
und man ir dhein lass leben.
Der babst und all prelaten
sont aplass darumb geben.

11. Man sol gar ernstlich búten
eim jeden christenman,
und sol si überlüten.
Der küng sols fachen an,
im soll billich wesen leid,
dass d'Schwizer von im sagend,
er sig falsch und meineid.

12. O kúng von Osterriche
ir sonds nit hin lan gon!
Si hand vor me desglichen
semlichs gar oft geton.
Ir sonds den kurfúrsten klagen
die úch des heilgen römischen
[richs
krone hiessend tragen.

13. Ir sond all die ankeren,
die da haltend christlich recht,
es sigind kúng ald heren
ritter und ouch knecht,
und grifends an gar bhend,
so wirt die gmeine krie
«hie Oesterrich on end!»

Das Lied hebt an mit der Hoffnung auf einen König, der dem «Unrecht» wehren soll und leitet dann sofort auf jene erbitterte Feindschaft über, mit der sich Zürich und die Eidgenossen im alten Zürichkrieg befehdeten. Geschickt spielt der Verfasser die von den Eidgenossen damals verübten Greuel und Vergehen gegen «christlich recht» aus, um Papst, Prälaten und gesamte Priesterschaft zur Kreuzzugspredigt wider die kirchenschänderischen Eidgenossen aufzufordern. Die verhängte Strafe auszuführen, als weltlicher Rächer zu amtieren, werden der König aus dem Hause Habsburg-Oesterreich, Herren, Ritter und Knechte aufgerufen. In einem wirkungsvollen Schluss nimmt die Aufforderung zum Verderben der Eidgenossen die beabsichtigte Wendung: «So wirt die gmeine krie: hie Oesterreich on end.»

Dies Lied ist ohne Frage sehr bewusst und nicht ohne Geschick aufgebaut. Doch lässt es alle Eigenschaften des zeitgenössischen Schmach-

liedes vermissen, wie sie das Isenhoferlied und das Laufenburgerlied des Hans von Anwil aufweisen. Es fehlen die prachtvollen, oft so ausdrucks- und beziehungsreichen Bilder und Vergleiche. Jener beissende Hohn und die übermütige, frischfreche Lustigkeit, die die Lieder jener Zeit fast durchweg bekunden, gehen ihm ab. Es trägt vielmehr ein gedankenhaftes Wesen; blasse, begriffliche Worte stehen wo sonst prächtige farbige Gegenständlichkeit herrscht; sein Ton nähert sich manchmal dem Lamentieren. Dem entspricht, dass die Tatsachen eigentlich recht nüchtern, wie Feststellungen, erzählt werden. Der Dichter schmäht und hetzt nicht durch Übertreiben — er will nur die Tatsachen, die Wahrheit wirken lassen, und die scheinen ihm allerdings genügend, sittliche Empörung zu wecken und der Vergeltung zu rufen. Mehr als die Hälfte des zürcherisch-österreichischen Liedes, nämlich die Strophen 1, 5, 9—13, mahnen in vielen Abwandlungen immer wieder zur Vernichtung der Eidgenossen, stacheln das Volk und den Adel wider die Verhassten, Vernichtungswürdigen auf. So erweist sich das Lied als eine Art Kreuzzugslied gegen die Eidgenossen, wie ein in der Absicht ähnliches Lied im Jahre 1421 von einem offenbar weltlichen Verfasser gegen die Hussiten in die Welt geschickt worden war.[1])

Gleich der Eingang des Liedes lässt erkennen, dass das Lied noch im Jahre 1443 entstanden ist. Es tritt so als ein Mittel jener Bestrebungen im zürcherisch-österreichischen Lager auf, die nach der unglücklichen Schlacht bei St. Jakob an der Sihl und nach dem «faulen Frieden» vom 10. August 1443 dazu dienen sollten, Geld, Kriegsvolk und gesinnungsverwandten Anhang zu werben:

Gen diesem núwen jare
han ich ein gůt geding,
wie dass ein kúng herfare
der etwas ze lande bring [Str. 1]

Unter diesem König darf nur Fridrich III., römischer König, und nicht etwa, wie die Ereignisse des Jahres 1444 nahe legen möchten, Karl VII. von Frankreich, verstanden werden. Dies stellen Strophen wie 3, 4, 11, 12 und 13 ausser allen Zweifel.

Was nun die Hoffnung des Dichters auf die kommende Hilfe des Königs angeht, so gab man sich in den österreichisch gesinnten Kreisen zu Zürich — und hier wird ohne Frage das Lied auch entstanden sein — in der zweiten Hälfte des Jahres 1443 der lebhaften Erwartung hin, der König werde nächstens den Zürchern zum Trost, den Schwizern zur Rache, in die Vordern Lande hinauf ziehen. Dies berichtet die sogenannte Klingenbergerchronik; deren sehr zuverlässiger Verfasser[2]) stand ganz offensichtlich den leitenden Kreisen Rapperswil nahe:

[1]) Liliencron I, S. 275.

[2]) Tschudi nennt ihn Eberhard Wüst, Stadtschreiber von Rapperswil, s. Chron. helv. II. S. 554.

Also schickten nun die von Zürich, von Rapperswil, von Wintertur zuo dem küng gen Oesterrich, und klagten dem «wie es inen ergangen wär, und wie inen die Aidgnossen gewalt und ubertrang tätint, und *ermanten den küng* siner gnaden und *dess so man inen versprochen hett,* dess si sinen küngklichen gnaden wol getruwten, und erzalten also dem küng ains und das ander. Also antwurt der küng, dass si from und redlich an im und dem huss von Oesterrich warint, als er inen dess wol getruwte, so wölt er inen trostlich ze hilff komen, *und trost si also der küng wol.*»[1])

Diese Botschaft an den König fiel, wie aus dem Zusammenhang mit den in der Chronik vorausgehenden und folgenden Stellen erhellt, in den Monat September. Das wird überdies durch zwei urkundliche Zeugnisse bestätigt und zeitlich noch enger begrenzt. Denn unterm 25. September 1443 schrieb Zürich an König Fridrich[2]): trotz dem Rapperswiler Frieden vom 10. August 1443 sei der Frevel und der Mutwille der Schwizer so gross, «dass der unlidenlich zu ertragen ist». Es bat daher in Anbetracht der Verluste, die die Stadt bisher um des Königs willen erlitten, dass er sie so kräftig unterstütze, wie es die Notdurft verlange. Und zwei Tage später ermahnte die Stadt ihren seit Pfingsten ständigen Vertreter am königlichen Hofe, Pfarrer Jacobus Motz[3]), er möge sich beim König für sie verwenden, wenn er glaube, dieser könne noch etwas nützen. Es klingt hier aber schon ein gewisser Missmut und ein Verzagen am König heraus. Diese Stimmung ist dann bis zum Monat November allgemein durchgedrungen, hat die gesamte österreichisch-zürcherische Partei zu beiden Seiten des Rheins ergriffen und einen gemeinsamen Adel- und Städtetag in Winterthur gezeitigt, worüber sich wiederum die Klingenbergerchronik[4]) und zwar also äussert:

«An dem nächsten sonnentag nach aller selentag anno dni. Mccccxliij (3. November 1443) hat aber der marggraf [Wilhelm von Hochberg] ain tag ze Wintertur mit den edlen im Turgöw und andren, mit Wintertur, Diessenhoffen und Rapperswil, und maint: wär es sach, dass der küng und die herrschaft von Oesterrich nit anders zuo disen dingen tuon und sechen wölte und die iren also weltind lassen vertriben und undergan, so wär der adel im Elsass und daselbs umb und alle der herrschaft stett und er mit inen ains worden, dass si sich je des gewaltes weltint weren und dem widerstan, und weltint sich also halten zuo dem hertzogen von Burgundi .... und weltint och uff sölich mainung dem küng ain treffenlich bottschaft tuon, Türingen von Hallwil. Also gefiel diss mainung dem adel wol und den andern.»

Noch deutlicher als diese Fassung der Klingenbergerchronik spricht sich die sog. Sprenger'sche Überlieferung über den Auftrag aus, den Türing von Hallwil an Fridrich III. bekam:[5])

[1]) Klingenberger Chronik, S. 329.
[2]) Witte, Regesten II, no. 1887.
[3]) ebenda no. 1888, s. auch Dändliker, Turicensia p. 80 ff.
[4]) p. 330.
[5]) Klingenbergerchronik, pag. 372.

«In disen tagen anno xliij nach Martini [11. Nov.] schickten die ritterschaft und der adel, herren, ritter und knecht Türingen von Halwil den eltern zuo dem küng und zuo der herschaft von Oesterrich *inen ganz zuo sagen iren gepresten* und anligenden sachen, *und si ermanen,* dass doch die herschaft von Oesterrich je und je des adels trost und uffenthalt zuo Swaben gewesen ist, und ruoften also den küng an umb hilff und trost, *und dass doch inen ain fürst von Oesterrich in das land kem,* se wölten si all ir lib und guot zuo dem fürsten setzen und im helfen die Aidgnossen bekriegen. Welt er aber ganz nütz zuo den sachen tuon, so wölten si sich doch nit so jemerlich laussen vertriben; sie müstin hilff und schirm suochen zuo andren herren, das si doch ungern tättind. Item die von Zürich schickten ouch dahin.»

Es sollte also ein Letztes unternommen werden, um den säumigen König zu kräftigem Eintreten zu bewegen.

Aus dieser Stimmung heraus ist das Lied «Gen diesem nüwen jare» geboren. Leiser Zweifel, heimliche Furcht wird unterdrückt. Bestimmt ausgesprochene Hoffnung, festere als zu erwarten erlaubt ist, soll den König verpflichten. Es *muss* «das Mord» zu St. Jakob an der Sihl gerächt werden:

«Es ist für den künig kon,
dem stats zu rechen zů (Str. 4)

Ein mögliches, vielleicht befürchtetes Ausbleiben der Rache — —

Es wär der christenheit ein schmach,
wo diss mord ungerochen erlitz (Str. 6)

Des Wartens überdrüssig, reizt der unversöhnliche Dichter zum Handeln gegen die schnöden kirchenschänderischen Schweizer auf:

Dass man si vertribe
und man *nit lenger beit*
und man ir dhein lass leben (Str. 10)

Ungeduldig ruft er: «der küng sols fachen an» (Str. 11) und wiederholt in Furcht und Leidenschaft:

O küng von Oesterriche
ir sonds nit hin lan gan! (Str. 12.)

Kein Zweifel, wie der heftige Dichter sich mit dem im Entschluss schweren, an Mitteln armen und in der Hoffnung auf Zeit und Schicksal blind gläubigen König und Habsburger auseinandersetzt — das alles legt den Ursprung dieses Liedes in die letzten Monate des Jahres 1443. *Seine* Befürchtungen, *seine* zweiflerischen Erwartungen und *seine* halben Hoffnungen — sie sprechen dem Adel und der österreichischen Partei aus dem Herzen, die sich am 3. November zu Winterthur versammelt.

Ja, ich stehe nicht an, geradezu der Vermutung Ausdruck zu geben, das Lied möchte auf diese Adels- und Städteversammlung hin gedichtet worden sein. Ganz abgesehen davon, dass die Hilfe des Königs die

brennende Frage zu Winterthur und im Liede bildet, schliesst das Lied mit einem Anruf an Herren, Ritter und Knechte, also kurz gesagt an den Adel, dem Hauptbestandteil jener Zusammenkunft, endet wie mit einem letzten, zündenden Zuruf an sie:

«Hie Oesterrich on end!»

Damit dürfte die Zeit der Entstehung dieses Liedes festgesetzt sein.

Wer war der Verfasser des Liedes? Ein Geistlicher. Denn er erwartet den Rachezug des Habsburgers

dass dadurch globet werde
ja alles himelsch her (Str. 1)

und wünscht:

Des helf im got vom himel
mit siner engeln schar
und alle sine heilgen,
dass ers vertribe gar. (Str. 3).

Und so treten denn in der zweiten Hälfte des Gedichtes häufig Ausdrücke auf wie «christen», «christenlüt», «christenheit», «christenlicher gloub», «christlich recht». Ist es demnach etwa Zufall, dass der Dichter in der achten Strophe die Sacramentsschändungen und Kirchenzerstörungen durch die Eidgenossen hervorhebt? Und musste nicht schliesslich eben nur einem Geistlichen der Gedanke nahe liegen, den «pabst und all prelaten», das heisst doch zweifellos das in Basel tagende Concil, zu einer Kreuzzugspredigt gegen die Eidgenossen aufzurufen, einen Ablass für das blutige, gute Werk auszukünden, wie die neunte und zehnte Strophe vorschlagen?

In den folgenden Ausführungen soll der Beweis angetreten werden, dass dieser Geistliche Felix Hemerli[1]) war.

Er ist als der einzige seines Standes bekannt, der als literarischer Widersacher der Eidgenossen im Sinne der oesterreichischen Partei tätig war. Da aber der Gedanke, Hemerli könnte das in Frage stehende Lied verfasst haben, vielleicht für den ersten Augenblick etwas ungläubig aufgenommen werden möchte, so soll vorläufig durch einige Erwägungen wenigstens der Möglichkeit Raum geschaffen werden, dass Hemerli auch als Liederdichter tätig sein *konnte*.

Hemerli war allerdings ein eingeschworener Humanist der ältern Richtung; zweifellos sind seine 39 Werke bis auf einen geringsten Bruchteil lateinisch verfasst[2]); auch hat er die «lingua vulgaris» nicht hoch geschätzt.

Aber die *eine* Tatsache ist kostbar: er hat deutsch gereimt. Im Kerker zu Luzern hat er in drei Lamentationen sein Schichsal beklagt. Deren zweite, «alia lamentatio» ist ein Gedicht, dessen Verse abwechselnd lateinisch und deutsch lauten und innerhalb derselben Sprache paarweise reimen[3]).

[1]) Über ihn Reber, Fiala und Schneider.
[2]) S. Dürr, p. 208.
[3]) Reber, p. 480.

Und wenn das Ergebnis meiner Untersuchung über die zweite Fortsetzung der Chronik der Stadt Zürich zu Recht besteht, so hat er auch als deutschschreibender Chronist gewaltet.

Ferner: Wie dieser Chorherr früh und stark gegen die Eidgenossen voreingenommen war, wie er schon im Jahre 1444 mit der Abfassung des «Dialogus de nobilitate et rustictate», der bösen Auseinandersetzung zwischen Adel- und Bürger- und Bauerntum, begonnen hat, so dürfte ihm die Absicht nicht so fern gelegen sein, durch das volkstümliche Mittel des einer raschen und weiten Verbreitung fähigen Liedes in der Masse der Bevölkerung Stimmung gegen die verhassten Eidgenossen zu machen. Zudem hat sich Hemerli schon im Jahre 1442 zur oesterreichischen Partei bekannt: also hätte er schon in dem Jahre, da das fragliche Lied entstand, offen für die oesterreichische Sache wirken können; denn im August des genannten Jahres erscheint er ja als des Markgrafen Wilhelm von Hochberg und dessen Bruder Diener[1]); der erstere war oesterreichischer Landvogt in den Vorlanden, und es stand ihm in der Folge die Vertretung und Leitung der oesterreichischen Sache in Zürich zu. Für Hemerli haben sich zudem schon im Jahre 1443 politische, zweifellos oesterreichisch gesinnte Persönlichkeiten in der Stadt geregt gegenüber dessen Feinde im Kapitel, dem Propste Nithart[2]). Und zu alledem darf man sich füglich fragen, ob denn wirklich die umfänglichen lateinischen, einer raschen Verbreitung wenig fähigen Prosawerke allein der Anlass gewesen seien, die Eidgenossen in Masse gegen ihn aufzubringen, wie dies bei der Hetze und Gefangennahme des unglücklichen alten Chorherren an der Zürcher Fastnacht des Jahres 1454 der Fall war? Es sind Innerschweizer gewesen, allen voran Schwizer und Luzerner, die sich diesen Streich und Rache geleistet haben[3]).

Dies vorausgeschickt, mögen nun die Gründe folgen, die die Urheberschaft Hemerlis an diesem Liede nahelegen.

Für einen gelehrten Dichter spricht der Mangel volkstümlichen Wesens, zeugt die schon berührte Beobachtung, dass dem Liede Kraft, Urwüchsigkeit und Bildhaftigkeit der Sprache abgehen; das begrifflich Farblose herrscht vor. Wenn trotzdem eigentliche Gelehrsamkeit als falsch verstandener Schmuck und Prahlerei sich neben den geistlich-kirchlichen Vorstellungen nicht bemerkbar macht, so hätte dies jedenfalls — Hemerli als Dichter vorausgesetzt — seinen Grund in der nämlichen literarischen Einsicht, die Hemerli die Anforderungen der äussern und innern Form einer Chronik weislich unterlassen liess von den Freiheiten poetisch-pamphletärer Werke wie des «Dialogus» und des «Processus judiciarius»[4]).

---

[1]) Reber, p. 186 ff.

[2]) Reber, p. 185.

[3]) Edlibach, p. 104 f.; auf den besondern Grund zum Zorn der Luzerner soll später hingewiesen werden.

[4]) S. Dürr, p. 208 ff.

Die gehässige, nachtragende Leidenschaftlichkeit, die in den genannten lateinischen Werken herrscht und sich auch in der deutschen Chronik Hemerlis gedämpft äussert, schafft nach Stimmung und Gesinnung eine innere Verwandtschaft zum Liede: «Gen disem nüwen jare». Und alle drei Werke wenden sich mit dem Liede an dieselbe Menge: an Pfaffheit, Christenheit und *Adel.*

Dies alles dient aber bloss dazu, den Boden für die eigentlichen Beweise zu ebnen. Die Beweisführung kann sich auf die drei im Liede mit Worten genannte oder in der Beziehung deutlich erkennbare auf Tatsachen beruhenden Vorwürfe gegen die Eidgenossen stützen, die als Rechtfertigung für deren Vernichtung aufgerufen werden: Die Kriegslist der Eidgenossen mit den roten Kreuzen bei St. Jakob an der Sihl, die Verstümmelung und Verhöhnung von Stüssis Leichnam und die Kirchen- und Heiligtumschändungen der Eidgenossen.

Man erinnere sich, dass ich die Vermutung ausgesprochen[1]), das Lied möchte auf den 3. November 1443, auf jene Winterthurer Adels- und Städteversammlung hin gedichtet worden sein. Nun kann der Nachweis erbracht werden, dass die Luzerner schon am 14. Oktober davon unterrichtet waren, wie sie von Hemerli jener Schandtaten und Hinterlist bezichtigt wurden. Das hat den Luzernern der Weihbischof des Bischofs von Konstanz, Thomas von Blatten von Luzern, hinterbracht, und sie haben darauf den für Hemerli dereinst verhängnisvollen Eintrag in ihr Ratsbuch getan:

Lunae ante Galli: «Man sol nit vergessen, dz her Felix Hemerli hett ze dem wichbischoff gesprochen: *wir haben kilchen beraubt und dz sacrament ussgeschutt* und wir syen bösser denn Hussen und wir *habent rote crütz getragen und habent die von Zürich gemürt und sint zers morder,* und er hab selber gesehen der unsern einen, der ein rot crütz trug vor, und hinden ein wiss crütz, darfür hett er ein tannast und wolt der boswicht inn ermürthen etc.»[2]).

Das für die Untersuchung Wichtige liegt darin, dass hier zum ersten Mal als mündliche Äusserung Hemerlis vorliegt, was er in der Folge in seinen Werken und im Streit zu vertreten und auszubeuten nicht müde wurde. Dieser unversöhnliche Kirchenmann ist der einzige, der von der Schändung von Stüssis Leichnam und von jener Kriegslist literarisch Gebrauch macht[3]), auch der einzige, der jene Kirchen- und Heiligtumsentweihungen zu äfern nicht nachlassen kann, während immerhin auch sonst

[1]) S. oben p. 225.

[2]) Staatsarchiv Luzern, Ratsprotokoll VB fol. 46. Übrigens schon veröffentlicht von Liebenau im Anz. G. II, p. 190, Anm. 1.

[3]) «Klingenberg» und Edlibach als Chronisten des XV. Jhdts. berichten *hievon* nichts. Fabri, descriptio Sueviae (Escher, in Quellen VI, p. 196) hat Hemerlis Beschuldigungen in vollem Umfang übernommen, auch was Escher in Anm. 142 vermisst, befindet sich in Processus fol. 143b.

von solchen berichtet wird. Mit der Hartnäckigkeit des Alters, mit einer einseitigen Verbohrtheit, die ins krankhafte geht, mit Worten, die Formeln geworden sind, kehren jene ungeheuerlichen Beschuldigungen immer wieder. Da steht also im Lied:

Als mit den schnöden Schwizern
davon ich úch ſingen will:
ſie trůgend zweierlei crútzern
ze Zúrich an der Sil
hinden wiss und vornen rot;
das bracht die fromen Zúrcher
in ſemlich grosse Not (Str. 2).

Das tatend die Eidgnossen
von Schwiz und von Luzern
und ander ir genossen
— — — — (Str. 3)

Der diſen fund [eben diese Kriegslist!] zuerst erdacht
der iſt ir küng zů Schwitz .... (Str. 6).

Die entsprechende Stelle lautet in Hemerlis deutscher Chronik: «Also ordnat der Reding von Schwitz, das 400 man namend an ſich roti krútz und kamend zů den von Zúrich bi sant Jacob ..... und also ward das volk von der [Wal-]statt verwiset und ward ein ganz flucht. Und alſo fůgt Gott und die lieben hailgen, das ain ſemlich mortlich ſach nit fúr ſich gieng und alſo wurdend der von Zúrich 150 erſchlagen uf den tag»[1]). Das erscheint nun im Dialogus auf fol. 133b also wiedergegeben: ... et dum essent in precinctu bellandi extunc quadringenti viri vel quasi ad hoc per Suitenses ordinati precurrentes et signo quo nobiles et Thuricenses utebantur videlicet rubea cruce signati .. conjunxerunt se eisdem pacifice ... et dum patuit opportunitas, multos nobiles et cives Thurienses improvisos ... crudeliter occiderunt[2]).

Und wie äussert sich jeweilen Hemerli über die grause Schändung von Stüssis Leichnam? In der deutschen Chronik: Also stachend ſi in [Stüssi] ze tod ... und húwend im ſinen buch uf und namend im ſin schwaiss und das schmer von sinem lib und salbatand die stifel und die schůeh damit ...[3]). Und entsprechend im «Dialogus»: «... Rudolfum militem .. civium .. magistrum ... prostraverunt et ipsi semivivo demum manente pectus aperuerunt et cordis sui massam integraliter de suis visceribus enervarunt et sagime suo tamquam pinguedine porcorum ocreas et calciamenta ... perunxerunt».[4]) Was hier später und in breiter Schil-

[1]) Quellen XVIII, p. 213, 17 ff.
[2]) Dialog. 133b, s. die ausführliche Gegenüberstellung: Dürr, p. 185/6.
[3]) Quellen XVIII, p. ... Zeile ..
[4]) Dialog. fol. 133b.

derung ausgeführt ist, das wird im Lied nur angetönt; aber die Beziehung ist fraglos:

All christen söttend tůn darzů
dass ſi mit christen lúten schmer
schmirwend ire schů
— — — — (Str. 6).

Und ebenso gibt der «Prozessus» eine abgekürzte, aber wesentlich mit dem «Dialogus» übereinstimmende Darstellung dieser Schlacht und der mit ihr zusammenhängenden Vorgänge[1]).

Was nun schliesslich die achte Strophe angeht:

Sie hand ouch zgrund zerrúttet
vil kilchen der christenheit
und hand da ussgeschúttet
den, der fúr uns leid.
Ist der christenheit ein schand.
Das wirdig sacramente
hands mit den kilchen verbrannt.

Was Hemerli über solche Dinge zu sagen hat, das weist jenes furchtbare Sündenregister auf, das sich «Processus judiciarius» nennt. Wie ich nachgewiesen[2]), verwertet hier ja Hemerli eine Kundschaft, die am 20. Juni 1444 in seinem Stifte über die Verbrechen der Eidgenossen aufgenommen worden, und deren Ergebnis legt der Chorherr dem hl. Yvo in den Mund, damit er vor dem ewigen Richter klage. Und hier wie übrigens etwas straffer und gedrängter auch im Dialogus[3]) erscheinen denn, im einzelnen genannt, ausführlich beschrieben oder andeutungsweise berührt jene Tatsachen, auf die im Liede nur angespielt wird; allerdings fällt ein Teil dieser Vergehen in das Jahr 1443. Aber wie der Eintrag in das Luzerner Ratsbuch beweist, war ja Hemerli schon 1443 mit den entsprechenden Beschuldigungen zur Hand. Z. B.: «wir (die Luzerner) haben kilchen beraubt und dz sacrament usgeschütt». Was im Liede also wiederkehrt:

Sie hand auch zgrund zerrúttet
vil kilchen der christenheit
und hand da usgeschúttet
den, der fúr uns leid (Str. 8).

Es ist natürlich zeitlich unmöglich, diese Kundschaft als Vorlage für das Lied in Anspruch zu nehmen. Aber wenn es eine für Hemerlis Schaffen und Gesinnung eigentümliche Feststellung ist, dass er in den lateinischen Werken und in der deutschen Chronik nach einer gerichtlichen Quelle arbeitet, deckt sich diese Gewissenhaftigkeit nicht mit der Stelle im Lied:

---

[1]) Proc. fol. 143b.
[2]) Dürr, pag. 196 ff.
[3]) Dialog. fol. 132a, 132b, 138a.

Das mord [der hinterlistige Angriff] ist beschechen
und wends nit han getan!
meng biderman hats gesechen (Str. 4).

Ferner: Wenn auch vorauszusetzen ist, dass das Lied in der sechsten Strophe in der Bezeichnung Ital Redings als «kúng zuo Schwiz» nur einen im zürcherischen Lager gäng und gäben, aber durchaus sprechenden Spottnamen des gewaltigen Schwizerammanns widergibt, so ist es doch in diesem Zusammenhange wiederum sehr auffallend, dass Hemerli[1]) den «Nobilis» dem «Rusticus» vorwerfen lässt: .... servivistis deo alieno in terra vestra videlicet *principi vestro qui dicebatur Ammann Reding!*»

Man möge sich auch vor Augen halten, dass Hemerli persönlich während den Jahren 1432—1435 am Concil in Basel teilgenommen hat[2]), und dass ihn, wie aus seinen Schriften hervorgeht[3]), als gelehrtem Mann und Doktoren des kanonischen Rechtes, die grosse kirchliche Erscheinung jener Zeit ungemein fesselte. Es könnte deshalb gar nicht verwundern, dass er als Dichter eines Hetzliedes gegen die Eidgenossen das Concil, «den Pabst und all Prälaten und alle Priesterschaft» — Hemerli war ein ausgesprochener Anhänger der Concilsidee! — zu einer Kreuzzugspredigt aufgerufen hätte. Nennt er denn die Eidgenossen nicht selbst bei *dem* Namen, der wie kein anderer jene Zeit und das Basler Concil beschäftigt und geschreckt hat: ... und wir (die Luzerner) ſyen böser den Huſſen!

So steht denn das Lied in allerengster Beziehung zu den Lebensumständen Hemerlis; dessen Inhalt deckt sich mit mündlichen Äusserungen vor und nach dem 3. November 1443. Hass und Zorn teilt es mit des Zürchers beglaubigten Werken. Dieselben Tatsachen wie im Lied kehren in den spätern Schöpfungen Hemerlis mit innerm Zwang wieder und wirken an beherrschender Stelle. Die Vorstellungen hat es zum Teil mit dem «Processus judiciarius» gemein. Alles spricht unverkennbar für die unmittelbare geistige Nähe Felix Hemerlis.

Es tritt nun aber noch hinzu, dass sich im «Dialogus», der Nobilis d. h. also Felix Hemerli, selbst als Liederdichter bekennt[4]). Er äussert sich nämlich dort dem Rusticus gegenüber also: Placet et igitur de bello extra muros Basiliensium cum Suitensibus perpetrato et extra muros Thuricensium inchoato recipias brevissimo themate metrice per me singulariter et recenter de talibus compendiose composito ut ecce:

Bis septingentis quadriginta quoque tribus
Annis in festo Magdalene memor esto
Quo Thuricenses falso certamine cesi
Ad sanctum Jacobum sed illic fore quoque murum

[1]) Dialog., fol. 134a.
[2]) Fiala, S. 367 ff.
[3]) Reber, S. 99 ff.
[4]) Fol. 136a.

Per cruces rubeas Suitensi crimine sumptas.
Qui Jacobus retulit vindiciam criminis hujus
Extra Basileam reveluto temporis anno
Vicesimosexto Augusti mercurioque
Cum sua capella perierunt milia plura
Gentibus ex istis nobilium manibus unctis.
Hoc legas vere fatum quinto Jeremie
Dum dominus gentem robustam fert venientem
Ex vaticinio narratur ordine pleno
Quod cito subeant et rem cum nomine perdant
Congrue Suitenses arta valle residentes.

Hemerli hat also nach seinen eigenen Worten kurz vorher [recenter], d. h. doch wohl in den Jahren 1449 oder 1450 — der «Dialogus» und Processus sind damals vollendet worden —[1]), die beiden Hauptereignisse dieses Krieges, die Schlachten bei St. Jakob an der Sihl und Birs, in ausführlicher gebundener Form geschildert. Der vom Verfasser angeführte Abschnitt verrät in seiner thematischen Kürze den Schwerpunkt jener poetischen Schilderung, von welcher Hemerli an diesem Orte einzig spricht, und die offenbar verloren gegangen ist. Dabei ist von Belang, dass Hemerli in der Beschreibung der Schlacht bei St. Jakob an der Sihl den Nachdruck auf das Hervorheben der schweizerischen Kriegslist mit den roten Kreuzen gelegt hat, was nicht überrascht, da er ja schon im «Dialogus», im «Processus» und in der deutschen Chronik diese Tat recht eigentlich ausgeschlachtet hat.

Nun lebt aber auch das Lied: «Gen diſem nüwen jare», weitgehend auf Kosten der roten Kreuze. 5 Strophen, nämlich die zweite bis zur sechsten, erzählen und verdammen die Hinterlist der Schwizer, der auch Stüssi zum Opfer fiel.

Bei der nahen Beziehung, in welche dies Lied dadurch zu den angezogenen lateinischen Versen Hemerlis tritt, taucht nun die Frage auf, ob vielleicht Hemerlis Äusserung auf das deutsche Lied anspielt, oder ob der Verfasser des «Dialogus» ein besonderes lateinisches Werk über die erwähnten Ereignisse im Auge hat. Ich möchte mich eher für die letzte Möglichkeit entscheiden. Zwei gewichtige Gründe dürfen hiefür geltend gemacht werden. Das Lied ist erst «recenter», also vor kurzem entstanden. Mit «recenter» weist man nicht auf einen verflossenen Zeitraum von mindestens 6 Jahren hin. Für die Abfassung des lateinischen Gedichtes in der allerletzten Zeit des Krieges fällt aber ganz entscheidend in die Wagschale, dass die zehn letzten jener lateinischen Verse, die von der Rache des hl. Jakobus und der Prophetie des Jeremias erzählen, sich durchaus in dem Gedanken- und Vorstellungskreis bewegen, der im «Processus» ausführlich

[1]) Dürr, p. 195.

und anschaulich entwickelt vor uns liegt, wie dessen Durchlesen sofort überzeugt.

Eine lateinische, metrische Schilderung des alten Zürichkrieges durch Hemerli ist damit wohl ausser Frage gestellt; doch scheint das Werk verschollen zu sein. Diese Feststellung schafft aber die Möglichkeit, Hemerli möchte der Verfasser jenes deutschen Liedes: «Gen difem núwen jare» gewesen sein, keineswegs aus der Welt. Im Gegenteil, sie wird der Wahrscheinlichkeit von neuem nahe gebracht. Denn Hemerli bekennt sich durch jene lateinischen Verse in durchaus glaubhafter Weise als poetischen Schilderer der Zeitereignisse.

Da Hemerli sich schon früh schriftstellerisch in den Dienst seiner Partei gestellt, da er den leidenschaftlichsten und eifrigsten Anteil an den Vorgängen des Krieges genommen, da sich in jenem Liede die auffallendsten Bezüge zu Hemerlis Persönlichkeit und literarischem Schaffen zeigen, da auch das künstlerische oder besser das unkünstlerische Wesen der Sprache durchaus auf den gelehrten Hemerli hinweisen, so stehe ich nicht an, Hemerli als den Verfasser des Hetzliedes: «Gen difem núwen jare» in Anspruch zu nehmen.

Es ist also das zeitliche Verhältnis des deutschen Liedes von der Schlacht bei St. Jakob an der Sihl zu der lateinischen gebundenen Schilderung desselben Ereignisses durch Hemerli gerade das umgekehrte wie dasjenige des lateinischen «Dialogus» zur deutschen Chronik Hemerlis[1]). Wenn wir die Abfassung der verlorenen metrischen Beschreibung des alten Zürichkrieges in die Jahre 1449 oder 1450 setzen dürfen, so ist selbstverständlich, dass das lateinische Werk nach andern Rücksichten gestaltet war, als das deutsche Lied vom Jahre 1443. Die lateinische Bearbeitung musste vor allem darauf verzichten, für den Augenblick zu wirken, musste den Aufruf an das nunmehr aufgehobene Concil von Basel und auf die Mahnung an Friedrich III. fallen lassen. Es finden sich davon auch selbstverständlich keine Spuren in den angeführten lateinischen Versen.

Man könnte nun gegen meine Beweisführung einwenden: Ebensogut wie Hemerli wäre ein anderer Zürcher Geistlicher eines solchen nicht gerade hervorragenden Liedes fähig gewesen; ein solcher würde aus der nämlichen moralischen Entrüstung heraus die Kriegslist der Schwizer, die Schändung von Stüssis Leichnam und die Kirchenschändungen der Eidgenossen verdammt haben; er wäre auch auf den für die Geistlichen jener Zeit und jener Gegenden naheliegenden Gedanken gekommen, das Concil zu Basel gegen die Eidgenossen anzurufen. Dieser Einwand verliert aber schon durch die Tatsache bedeutend an Kraft, dass, wenn man sich einmal nach dem Verfasser frägt, man sofort vermöge der äussern Eigenschaften und des Gehaltes auf Hermeli stossen muss. Was aber noch wichtiger ist: Es lässt sich in dem Liede: «Gen disem núwen jare» keine einzige Stelle

[1]) Dürr, p. 199 ff.

namhaft machen, die mit dem Schaffen und der persönlichen Auffassung, die Hemerli von jenem Kampfe hegte, irgendwie und auch nur in Nebensächlichem unvereinbar wären. Alle Äusserungen des Liedes begreifen sich restlos, ohne Widerspruch aus dem Denken und Fühlen Hemerlis.

Ich gebe allerdings zu, man könnte Hemerli selbst als Zeugen gegen meine Aufstellung anrufen, weil er sich im Dialogus[1]) durchaus gegen die Schmähglieder ausspricht, wie sie in jener Zeit von einem feindlichen Lager in das andere hinüberflogen. In jenem Kapitel, das eine Art Kriegsrecht enthält, setzt er nämlich fest: «Item ut hostis contra hostem libellum famosum non scribat aut scribi procuret». Mit dieser Abweisung der damals üblichen mehr oder weniger dichterischen Fehde von Seiten Hemerlis scheint meine Aufstellung unhaltbar geworden zu sein. Doch nur scheinbar! Man braucht Hemerli gar keine Verläugnung seines Liedes unterzuschieben, um den Widerspruch zu beseitigen. Dies Lied ist eben von Hemerlis Standpunkt aus gar kein Schmähgedicht, sondern enthielt an Tatsächlichem gerade nur das, was «meng biderman . . gesehen», was er selbst aus nächster Nähe und mit eigener Gefahr miterlebt und er später im «Dialogus», im «Processus» und in der deutschen Chronik auf Grund von Aussagen vor Gericht als lautere Wahrheit aufgezeichnet. In den Ohren der Eidgenossen war diese Wahrheit allerdings «famosa»!

Dieses Lied hat nun — meine ich — eine gewisse Bedeutung für die Stellung Hemerlis in Zürich. In seinem Buche über Felix Hemerli hat Balth. Reber auf Grund von dessen Schriften festgestellt, dass im Laufe der Jahre 1443 und 1444 in der bis dahin geradezu unbehaglichen Lage dieses österreichischen Parteigängers ein gänzlicher Umschwung in dessen Verhältnissen eingetreten ist[2]), der ihn im Stifte zu herrschender Stellung und in der Stadt und beim oesterreichischen Adel zu grossem Ansehen gebracht hat. Ich glaube nun, dass dieses Lied, welches ja ein leidenschaftliches Bekenntnis österreichischer Gesinnung bedeutet, und das, wie ich es ausgesprochen, vermutlich auf jener Adelsversammlung zu Winterthur am 3. November 1443 vorgetragen worden, zu diesem Umschwunge nicht unwesentlich beigetragen hat.

Es mag Hemerlis Tätigkeit als Liederdichter elf Jahre später auch das Seine dazu beigetragen haben, ihn der Wut der Eidgenossen auszuliefern. Wir wissen von ihm selbst[3]), dass die Eidgenossen, oder genauer die Berner, von der Tätigkeit Hemerlis als Chronikschreiber, d. h. wohl als Verfasser des «Dialogus» und des «Processus» unterrichtet waren und sich deshalb beim Bischof von Lausanne — Hemerli unterstand diesem als Propst von Solothurn — beklagten[4]), «quod ego scriberem et historialiter dictarem chro-

[1]) Cap. XXX, fol. 113a.
[2]) pag. 186 ff.
[3]) Passionale, Fol. 21.
[4]) Reber, S. 280.

nicas preliorum per ipsos etc. contra Thuricenses habitorum»[1]). Die Eidgenossen mochten von Hemerlis eidgenössisch gesinnten Feinden im Stifte, hauptsächlich Propst Nithart, aber auch über des Felix Hemerli Tätigkeit als Liederdichter erfahren haben[2]). Wenn man dies bedenkt und weiss, welche aufreizende Macht ein Schmähgedicht in jener Zeit besass, so wird uns begreiflich, wie ein Haufe von 1500 nach Zürich zu Gast geladenen Eidgenossen, in der übermütigsten Fastnachtsstimmung seine Wut und Laune an dem Doctor Felix Hemerli ausliess, indem er sein Haus stürmte, ihn gefangen nahm und dem Bischof von Constanz zur Verwahrung im Schloss Gottlieben zusandte[3]). Diese verhängnisvolle Wendung seines Lebens schloss dann im Jahre 1455 mit Hemerlis Internierung im Kloster der Minderbrüder zu Luzern, seinen von ihm stets verhassten geistlichen Feinden. Die Berner waren bei jener gewalttätigen Festnahme des wehrlosen alten Mannes freilich nicht dabei, wohl aber vor allem die Schwizer und Luzerner. Und wenn denn Hemerli in Luzern eingeschlossen worden, da erinnert man sich an die Worte im Luzerner Ratsbuch: *man sol nit vergessen,* dz her Felix Hemerli het ze dem wichbischoff gesprochen . . .»

[1]) Was H. zur Entschuldigung für seine Tätigkeit hiegegen vorbringt, entspricht ganz dem, was ich oben zur Erklärung von Hemerlis Verurteilung der Schmählieder gesagt habe.

[2]) Es war vielleicht: «Gen difem núwen jare» nicht das einzige Lied, das Hemerli zum Verfasser hat. Möglicherweise war auch das Lied über die Schlacht bei St. Jakob an der Birs: Die Schwizer sind uffzogen gen Zürich in die ern (Liliencron I, p. 394), von Hemerli gedichtet, wiewohl ich nicht verkenne, dass das Lied einen frischeren und hauptsächlich weltlicheren Ton anschlägt, dabei ersichtlich etwas verstümmelt überliefert ist.

[3]) Fiala, S. 582.

Besprechungen und Anzeigen.

Wir bitten um Zustellung von Rezensionsexemplaren derjenigen Arbeiten, deren Besprechung an dieser Stelle gewünscht wird.

Martha Reimann. Geschichte der Aarauer Stadtschulen 1270—1798. Aarau, Sauerländer & Co., 1914. 220 S.

Die Arbeit beruht auf eingehenden Quellenstudien. Aus der fleissigen Studie geht hervor, dass den Aarauer Stadtvätern das Schulwesen stets am Herzen lag; war es doch ein Gebiet, auf dem sie noch einigermassen ihre «Souveränität» geltend machen konnten. Ihre Schulordnungen, vor allem im 17. und 18. Jahrhundert, sind freilich nicht gerade Beweise von tiefem Verständnis für das, was der Jugend not tat, aber es stand in dieser Hinsicht an wenigen Orten besser. Erst gegen das Ende des 18. Jahrhunderts trat der die andern Fächer mit seinem endlosen Memorieren fast erdrückende Religionsunterricht allmählich zurück, und die Ordnung von 1787 weist doch schon manchen erfreulichen, modernen Zug auf. Die Aarauer Schulgeschichte macht uns zwar weder mit bedeutenden Männern, noch mit grossen pädagogischen Ideen bekannt, aber sie gibt uns doch einen guten Einblick in das Schulleben einer regsamen Kleinstadt.

Basel. **Th. de Quervain.**

E. Gagliardi. Geschichte der schweizer. Eidgenossenschaft bis zum Abschluss der Mailänd. Kriege (1516). Voigtländers Quellenbücher. Bd. 67. 215 S. Leipzig 1914. Preis 2 Fr.

Jeder Abschnitt dieses sehr willkommenen Büchleins zerfällt in zwei Teile: eine knappe, aber klare Übersicht über die politischen Ereignisse und eine Zusammenstellung der wichtigsten *gleichzeitigen* Quellen in möglichst genauer Wiedergabe oder Übersetzung der Originale. Vor allem in dieser Verbindung der Darstellung mit den Quellen liegt der Wert des Buches, das also nichts gemein hat mit den sonst üblichen «Abrissen» oder «kurzgefassten» Geschichten der Schweiz. Wir besitzen zwar schon die Quellenbücher von Oechsli, die aber keinen verbindenden Text enthalten und auch wegen ihres Preises nicht jedem Freund der Schweizergeschichte zugänglich sind. Darum weisen wir, besonders im Gedanken an die höheren Schulen, gerne auf dieses neue Quellenbuch hin, das eine willkommene Ergänzung zu Dierauers Schweizergeschichte bildet.

Basel. **Th. de Quervain.**

Angelomontana. Blätter aus der Geschichte von Engelberg. Jubiläumsgabe für Abt Leodegar II. 501 S. gr. 8°, Druck u. Illustr. v. J. G. Cavelti-Hangartner, Gossau, St. G. 1914.

Zur Festfeier des goldenen Priesterjubiläums des jüngst gestorbenen hchwst. Stiftsabtes Leodegar Scherer von Engelberg haben neun Konventualen des Stiftes auf den 21. Mai 1914 die vorliegende umfangreiche und technisch vortrefflich ausgestattete Jubiläumsgabe aufgelegt. Dem Titel geht eine Tafel mit dem Bilde

des Jubilars voraus. Dann folgen die neun Abhandlungen sehr verschiedenen Umfangs, sämtliche dem Gebiete der Lokalgeschichte Engelbergs entnommen.

1. Den Reigen (S. 1—175) eröffnet Dr. *P. Sigisbert Cavelti* mit einer eingehenden Studie über die schon öfters behandelte dialektische *Kontroversschrift des dritten Abtes von Engelberg, Berchthold (1178—97)*, über die theologische Frage der Erlösung der Frommen des alten Bundes durch Christus, in Cod. 358 der Stiftsbibliothek Engelberg. Wiewohl der Verf. das Hauptgewicht seiner Untersuchung auf die Theologie (Inhalt, Dogmatik u. Methode) der Streitschrift verlegt, fällt doch in manch einer Hinsicht neues Licht auch auf die hervorragende Persönlichkeit des Abtes Berchthold und auf das wissenschaftliche und religiöse Leben der Zeit innerhalb und ausserhalb des Klosters Engelberg. Den Schluss der Arbeit bildet eine kritische Wiedergabe von Texten, die die Streitschrift berühren und des Textes dieser selbst nach dem schon erwähnten Kodex.

2. Folgt (S. 177—200) *P. Leodegar Hunkeler* mit der Publikation eines deutschen Traktates aus Cod. 241 der Engelberger Handschriftensammlung. Der Traktat stellt eine Art *Charwochenbüchlein* dar, entstanden zu *Anfang des 15. Jahrhdts. im Frauenkloster zu Engelberg*, und enthält eine schlichte asketische Erklärung der liturgischen Funktionen der Charwoche für die Klosterfrauen. Besondere Merkwürdigkeiten bietet der Text, dessen eingehendere Behandlung sich der Verfasser für später vorbehält, nicht, aber immerhin einen interessanten Einblick in das religiöse Denken und Leben des Frauenklosters in jener Zeit. Beigegeben sind die Reproduktionen von zwei bemalten Einblattdrucken des 15. Jhts. (Christus am Kreuz und Christus am Ölberg), die auf den Innenseiten der Deckel des Cod. 241 aufgeklebt sind.

3. S. 207—273 beschäftigt sich Dr. *P. Augustin Benziger* mit dem *Dichter P. Marianus Rot (1597—1663)*, Konventuale des Klosters Engelberg, der den besten geistlichen Schauspieldichtern des 17. Jahrhdts. beizuzählen ist, wenn er auch der Dramatik seiner Zeit keine neuen Bahnen eröffnete. Der Verfasser bietet ausführliche Beispiele aus 8 Dramen und mehreren Gedichten Rots, nach deren Urschrift in der Klosterbibliothek.

4. Besonderes Interesse verdient der Beitrag des früheren Stiftsarchivars Dr. *P. Ignaz Hess, Der Klosterbau in Engelberg nach dem Brande von 1729.* (S. 275—393) mit 8 Illustrationstafeln (Pläne und Ansichten). Schon früher hat Rob. Durrer, Die Kunst- und Architektur-Denkmäler Unterwaldens (in J. R. Rahn, Zur Statistik schweiz. Kunstdenkmäler, Beilage zum Anz. f. Schweiz. Altertumskunde), Bogen 7—10 die Baugeschichte des Klosters Engelberg und speziell des Neubaus nach 1729, S. 144—151 dargestellt. Zu dieser durch die Umstände gegebenen knappen, mehr statistischen Arbeit ist nun die Darstellung von Hess eine tüchtige und willkommene Ergänzung, da sie auf Grund aller zugänglichen Aktenstücke, Nachrichten und Notizen, die in ausgedehntem Masse zum Worte kommen, ein möglichst vollständiges Bild des ganzen jetzt bestehenden Klosterbaues und seiner Geschichte in einem breitern Rahmen gibt.

5. *P. Franz Huber* bietet in seiner Studie «*Die Pflege der Kirchenmusik im Stifte Engelberg während des 17. und 18. Jahrhunderts*» (S. 395—429 mit mehreren musikalischen Einlagen) ein interessantes Bild von dem erfreulichen kirchenmusikalischen Leben des Klosters in der betreffenden Zeit.

6. Dr. *P. Bonaventura Egger* schildert in einer Skizze «*Aus den letzten Tagen der freien Herrschaft Engelberg*» (S. 431—461) in anschaulicher und fesselnder Weise an Hand der Kloster- und Talakten die Wellen, die von der französchen Revolution selbst in das stille Hochtal am Fusse des Titlis hinauf geworfen wurden und zu dem «Freyheitsakt für das Tal Engelberg» vom 30. März 1798 führten, mit dem Abt Leodegar I., Prior und Konvent des Stiftes «freywillig und unaufgefordert» — freilich cum grano salis zu nehmen! — auf ihre landesherrlichen Rechte verzichteten und das Talvolk in «die vollste und ungehinderte Ausübung» derselben einsetzten.

7. Dr. *P. Plazidus Hartmann* beschreibt «*Die Ex-libris des Stiftes Engelberg.*» (S. 463—469 mit 8 Tafeln = 12 Abbildungen.) Der Titel hätte, um event. Missverständnissen vorzubeugen, deutlicher gefasst werden sollen, da der Aufsatz sich nicht etwa mit den zahlreichen und z. T. seltenen Bücherzeichen der Stiftsbibliothek, sondern nur mit denen der Stiftsäbte befasst. Diese Ex-libris beginnen mit dem Jahre 1480 (handschriftliche Federzeichnung aus der Zeit des Abtes Ulrich II. Stalder); die erste gedruckte Büchermarke stammt von Abt Plazidus Knüttel (1630—58). Die Studie ist eine verdankenswerte Ergänzung und z. T. Korrektur zu L. Gersters einschlägigen Veröffentlichungen.

8. *P. Bernhard Büsser* berichtet (S. 471—83 mit 4 Tafeln, davon eine polychrom) eingehend über die im Jahre 1908 vorgenommene kunstgerechte *Restauration* des berühmten spätromanischen *Engelberger Reliquienkreuzes* — und endlich

9. Dr. *P. Konrad Lötscher* über «*Die Erforschung der Flora von Engelberg*» (S. 485—501), eine Abhandlung, die den Naturwissenschaftler ehensosehr wie den Historiker interessieren wird.

Allen diesen Arbeiten gebührt das Lob grossen Fleisses und wissenschaftlicher Akribie, die von guter methodischer Schulung zeugt. Da und dort wäre freilich noch eine einheitlichere und stellenweise exaktere Zitationsweise zu wünschen. So sollte z. B. S. 203 Anm. 1 und folg. Seiten der Verfasser und Titel der zitierten Arbeit und nicht bloss «Geschichtsfreund XVII» vorgemerkt sein; S. 206 Anm. 3 fehlt die Anführung von Cod. 415; S. 277 im Text wird das Werk R. Durrers unrichtig zitiert und fehlt in der Anmerkung die Angabe der Seitenzahlen. Im ganzen macht die stattliche Jubiläumsgabe einen vortrefflichen Eindruck. Es ist ein beredtes Zeugnis für das zur Zeit blühende wissenschaftliche Leben im altehrwürdigen Benediktinerkloster am Fusse des Titlis.

Luzern. **Wilh. Schnyder.**

Marguerite Cramer. Genève et les Suisses 1691—1792. Genève, Librairie A. Eggimann, 1914. X, 356.

Das Buch versetzt uns in die seltsame Lage Genfs während des 17. und 18. Jahrhunderts. Das Ausland anerkannte Genf nach dem Wortlaut des Ryswicker Friedens von 1697 als Bestandteil der Schweiz, einige Orte, vor allem Zürich und Bern, stimmten damit überein, während die Eidgenossenschaft insgesamt die Zugehörigkeit der Stadt zum Schweizergebiet verneinte und ihr Sitz an der Tagsatzung und Genuss der Neutralität verweigerte. Den Inhalt des Buches bilden die Versuche Genfs, unter irgend einer Form, sei es als 14. Ort oder als Zugewandter mit Sitz an der Tagsatzung oder auch nur mit blossem

Schutzrecht, Anschluss an die Eidgenossenschaft zu gewinnen. So natürlich diese Versuche uns heute scheinen, so passten sie doch bald dem König von Frankreich, bald einer Partei in Genf, bald einzelnen Orten der Schweiz, besonders den Urkantonen, nicht. Das letzte ist wohl das erstaunlichste. Den Schweizern des 18. Jahrhunderts wurden Genf, Neuenburg und Bistum Basel zu müheloser Abrundung angeboten; wir, denen heute nichts mehr angeboten wird, könnten sie darum beneiden, wenn wir nicht bedauern müssten, dass sie nicht einmal dort zugriffen, wo nichts zu wagen war.

Genf unternahm von 1691—1792 drei grosse Vorstösse bei der Tagsatzung, um seinen Einschluss zu erlangen, 1691—92 durch Jakob de Normandie, 1776—77 durch Gedeon Turrettini, 1792 durch Pierre-André Rigaud. Erst Rigaud setzte die Aufnahme Genfs in die schweizerische Neutralität durch, und am 6. Juli 1792 gönnte die Tagsatzung den Genfern die eidgenössische Anrede. Es war höchste Zeit; ein paar Monate später streckte das revolutionäre Frankreich die Hand nach der Stadt aus. Die Verfasserin ist diesen drei Sendungen bis in ihre verlorenen Wendungen mit ebenso viel Geduld als Scharfsinn nachgegangen und hat sie unter Berücksichtigung der dazwischen liegenden Zeiträume erschöpfend dargestellt.

Unsere Einwendungen betreffen Nebensächliches. S. 10 wird angedeutet, der englische Gesandte Coxe habe von den reformierten Orten Söldner erhalten. Dies trifft nicht zu. S. 14 wird erwähnt, dass Ludwig XIV. den Bernern 1690 die Garantie der Waadt anerbot, und dies als ein zugkräftiges Lockmittel gewertet. Im Ernst konnte der König ein solches Anerbieten nicht machen, denn die Garantie war schon im 1. Artikel des Schutzvertrages von 1579, den der König 1658 bestätigt hatte, enthalten. S. 118 wird Genf ein Verschulden beigemessen, dass 1704 die savoysche Neutralität nicht zustande kam; wenn man die Korrespondenz des Herzogs Viktor Amadeus mit seinem Vertreter in der Schweiz durchgeht, so gewinnt man die Ansicht, dass nicht die Genfer, die Schweizer oder Ludwig XIV. die Neutralität vereitelten, sondern der Herzog selbst, der sie nur als Vorwand für andere bedenkliche Absichten benutzte. In der Hauptsache aber hat die Verfasserin den Zweck der Forschung erreicht: sie hat Dunkles aufgehellt und unser Wissen berichtigt und bereichert. Die Gesinnung, von der das Werk getragen ist, verdient, dass es gerade in Genf viel gelesen und bedacht werde.

Bern. **R. Feller.**

Dr. Friedrich Kilchenmann. Die Mission des englischen Gesandten Thomas Coxe in der Schweiz 1689—92. Schweizer Studien zur Geschichtswissenschaft VI, 1. Gebrüder Leemann & Cie., Zürich. 176 S.

Es ist die Geschichte einer verfehlten Unternehmung, die uns hier erzählt wird. England schickte zu Beginn des pfälzischen Erbfolgekrieges den Ritter Thomas Coxe in die Schweiz. Es wurde ihm in die Instruktion geschrieben, mit allen 13 Orten ein Offensivbündnis gegen Frankreich zu schliessen und den Kaiserlichen den Durchzug durch die Schweiz zu eröffnen, beides von vornherein ebenso unmöglich wie verderblich. Ein Offensivbündnis widersprach aller schweizerischen Gewohnheit. Selbst die französische Allianz, die doch alle andern überbot, war defensiv mit einem einzigen verhüllt offensiven Stich

gegen spanisch Mailand, der aber gegenstandslos geworden war, seit Heinrich IV. auf Saluzzo, den Eingang zur Lombardei, verzichtet und der französischen Politik neue Richtungen gegeben hatte. Wie hätte da England etwas hoffen dürfen? Wir sehen König Wilhelm III. nur als übelberatenen Monarchen im Hintergrund dieses abenteuerlichen Vorstosses auftauchen, und es wäre unbegreiflich, wie sich der kluge Oranier über die Stärke des französischen Einflusses in der Schweiz täuschen konnte, wenn man nicht wüsste, dass damals wie heute noch der Nutzen der Schweiz von Frankreich, der allerdings zum Teil unsichtbar, unmessbar war, unterschätzt wurde. Die vorliegende Arbeit bietet selbst ein Beispiel dafür, indem sie S. 35 sagt, dass der Handel der Schweiz nach Frankreich durch die Schutzzölle Colberts ruiniert worden sei. Dies trifft nicht zu. Allerdings wurden Seidengewebe schwer getroffen und zwar unter Verletzung des ewigen Friedens von 1516, der nicht, wie S. 16 steht, durch das Bündnis von 1521 ersetzt, sondern nur ergänzt wurde. Frankreich durfte den Zürchern nicht erlauben, auf seinen Märkten die Lyoner Seide zu unterbieten. Die St. Galler Tücher dagegen, Leinwand, Wolle, Baumwolle, wurden wenig oder gar nicht belastet und ungemindert vertrieben.

Der mit vielem Lärm angekündigte Engländer gab sich von Anfang an viel weniger waghalsig als seine Instruktion. Bei den Katholiken suchte er gar nicht anzukommen, und bei den Reformierten schränkte er seine Ziele auf ein Truppengesuch und Defensivbündnis ein. Wenn schliesslich auch das in nichts zerfloss, so hatte es der Gesandte der Verständnislosigkeit, mit der man in London die schweizerischen Forderungen behandelte, sowie seiner Unerfahrenheit auf Schweizerboden und seinem listigen Nebenspiel, die Schweiz mit Frankreich nach Savoyen hin in einen Krieg zu verwickeln, zuzuschreiben. Im Zusammenhang damit müssen wir die gefährlichen Umtriebe einiger Berner, so des Venners Daxelhofer, der sich eben noch im Prozess Perregaux gebrüstet hatte, hervorheben, den Kaiserlichen den Durchgang bei Augst offen zu halten, Umtriebe, die 18 Jahre später mit dem berüchtigten Einfall des Generals Mercy ihren Abschluss fanden, die auch durch die Zwangslage, in die sich Bern gegenüber Frankreich gesetzt hatte, nicht entschuldigt werden können.

Gegenüber dieser tastenden Unzulänglichkeit stand der französische Gesandte Amelot auf der Höhe seiner Aufgabe. Seine Arbeit, von den üblichen bedenkenfreien Mitteln bedient, auf die stillen Neigungen und Gewohnheiten der Schweizer gestimmt, konnte ihr Ziel, die Erhaltung der Ruhe und Neutralität der Schweiz, nicht verfehlen. Hätte er noch gewusst, wie ungeschickt die Gegner zu Werk gingen, er hätte sich manche Aufregung ersparen können.

Diese Vorgänge hat der Verfasser mit verdienstlicher Sorgfalt aus einem umfassenden Material von handschriftlichen und gedruckten Nachrichten entwickelt und ins Licht gesetzt. **R. Feller**, Bern.

Essai de cérémonial pour l'ambassade du Roy en Suisse. Mitgeteilt von F. A. Zetter-Collin in Solothurn. Neues Solothurner Wochenblatt 1910/11 und 1912; Solothurner Monatsblatt 1912/13. Sonderdrucke bei Theod. Petri & Cie. in Solothurn zu 1. 20. 45 S.

Der vorliegende Versuch eines Zeremoniells für die französische Gesandtschaft in Solothurn ist um 1750 von unbekannter Hand niedergeschrieben worden.

Der Verfasser ist mit der Gesandtschaft wie mit der Stadt gleich vertraut. Wir haben in ihm ein Mitglied jener paar Schweizer Familien, in denen das Amt eines Gesandtschaftsdolmetschers erblich war, zu vermuten. Der Versuch ist kein amtliches Regelbuch, sondern ein vertraulicher Ratgeber für Zweifelsfälle. Gerade das macht ihn wertvoll; er erhebt und verteidigt keine hoffärtigen Ansprüche auf Vorrang und Ehren, sondern stellt einfach fest, was um 1750 galt, mit Beispielen aus der Vergangenheit, wo man zu Glück oder Unglück von dem Brauch abwich. Der Verfasser entschuldigt sich zu Unrecht, dass er den Leser mit Einzelheiten langweile (S. 33). Wir sind ihm für diese Einzelheiten dankbar; denn sie liefern einen Beitrag zur Sittengeschichte, sie machen uns mit einem Geschlecht vertraut, das noch Musse genug besass, um leere Äusserlichkeiten wichtig und umständlich abzuwickeln. Es weht daraus auch ein Geist, der uns heute seltsam anmutet: der französische Gesandte regiert in Solothurn (sous le règne de M. de Courteille S. 9); er residiert nicht, er hält Hof. Wir folgen ihm durch die Feste des Jahres.

Zu Neujahr grosser Empfang für das vornehme Solothurn. Das Zeremoniell ist darauf berechnet, dass das Entgegenkommen im buchstäblichen Sinn den Gästen zufällt und der Gesandte sie mit dem geringsten Aufwand von Liebenswürdigkeiten über *einen* Kamm scheren kann. Der Karneval bringt Verlegenheiten. Der Gesandte soll einen Ball geben. Die Säle sind aber zu klein, um alle, die auf eine Einladung hoffen dürfen, zu fassen. Eine Auswahl zu treffen, ist misslich; denn man ist in Solothurn sehr eifersüchtig (on ne l'est plus aujourd'hui que du tems passé). Es empfiehlt sich also, ein Mischmasch (ambigû), wo die Damen sitzen und die Herren hinter ihnen stehend mit Erfrischungen sich die Nacht hindurch aufrecht halten, zu veranstalten. Zu Ostern Hochamt in der St. Ursuskirche mit grosser Livree. Der Gesandte verrichtet seine Andacht im Chor, nicht um Gott die Ehre zu geben, sondern um solche von den Menschen zu empfangen. Vorschrift ist für die Priester, ihn mit einer tiefen Verbeugung auszuzeichnen, er antwortet mit einem Nicken des Kopfes. Das Chor ist eigens mit Teppichen belegt; es wird besonders ein grosser türkischer erwähnt, der schliesslich in den Besitz der Kirche überging: nachdem er mehreren Gesandten gedient, befahl der Marquis de Bonnac, ihn liegen zu lassen. Der unbekannte Verfasser bemerkt dazu, man werde ihn in Solothurn Jahrhunderte gebrauchen. Es wäre nun vom Herausgeber freundlich gewesen, uns mitzuteilen, ob das wirklich noch der Fall ist. Den Glanzpunkt des Jahres bildet der St. Ludwigstag vom 25. August mit Hochamt, Empfang und Festmahl. Die Gesundheiten des Königs, der königlichen Familie, des Gesandten und seines Hauses werden stehend, die des Schultheissen und Rats von Solothurn sitzend ausgebracht. Es ist darauf zu achten, die Gesundheit des Königs gleich zu Beginn der Mahlzeit anzubringen, wo das Blut noch kalt genug ist, um die Schicklichkeit zu wahren.

Ein besonderer Abschnitt befasst sich einlässlich mit dem Aufzug eines neuen Gesandten, der seit 1700 mit steigendem Pomp gefeiert wird. Jeder Halt, jedes Mahl, jede Rede, jeder Kanonenschuss, jedes Trinkgeld von Hüningen bis Solothurn wird verzeichnet. Hier gibt der Verfasser einmal die dienstliche Unempfindlichkeit auf und wird Mensch: er beseufzt den festlichen Redeschwall der Schweizer, der einem noch heute nichts erspart (essuyer une harangue).

Nur auf bernischem Boden, bei Wiedlisbach und Attiswil, ist nichts Amtliches vorgekehrt, höchstens, dass die Bauern um des Trinkgelds willen knallen. Der Einzug in Solothurn wird vom Verfasser mit der peinlichsten Sorgfalt zergliedert, jedes Schwenken der Wagen vorgemerkt, um ehrabträgliche Stockungen zu vermeiden. An diesem Tag muss die Gesandtschaft sich aufs äusserste anstrengen. 14 Tage zuvor ist das Festmahl befohlen worden; 100 Köche sollen zur Verfügung stehen. — Es folgt die Begrüssung der Tagsatzung. Der Franzose, mit dem Rang eines Botschafters bekleidet, hat vor den fremden Gesandten das Gewohnheitsrecht voraus, für diesen Fall die Tagsatzung nach Solothurn zu entbieten. Doch nicht er, der Neuangekommene, stellt sich der Tagsatzung auf dem Rathaus vor, sondern sie muss ihm in seinem Palast die Aufwartung machen, um seine Beglaubigung entgegenzunehmen. Zum Glück ist diese Hoffart nur noch Schein. Die Hochtage des französischen Einflusses fallen vor die Aufhebung des Ediktes von Nantes; 1750 war er arg zusammengeschrumpft. Wie es zu geschehen pflegt, nahm das gespreizte Wesen in dem Mass zu, als die Ohnmacht sich ankündigte.

Der Herausgeber, Herr F. A. Zetter-Collin, ist zu dieser vergnüglichen Veröffentlichung zu beglückwünschen. **R. Feller,** Bern.

Histoire littéraire de la Suisse au dix-huitième siècle par **G. de Reynold,** docteur de l'Université de Paris, Privatdocent à l'Université de Genève. Second volume: Bodmer et l'Ecole Suisse. Avec 14 portraits. Lausanne, Georges Bridel & Cie., Editeurs 1912.

Der erste, 1909 erschienene Band dieser schweizerischen Literaturgeschichte im 18. Jahrhundert behandelte auf rund 500 Seiten den Doyen Bridel und die Ursprünge der Literatur der romanischen Schweiz und nannte sich einen Versuch über den literarischen Helvetismus am Ende des 18. Jahrhunderts. Der zweite Band, der dem ersten in relativ kurzem Zwischenraum gefolgt ist und von der Arbeitskraft des jungen Freiburger Gelehrten den besten Begriff gibt, zählt er doch nicht weniger als 840 Seiten, gilt einer bedeutsamen Periode unsrer deutschsweizerischen Literaturgeschichte. Das erste Buch ist betitelt «Die schweizerische Kritik: Bodmer, Breitinger, Sulzer» und zerfällt in zehn Kapitel. Nach allen Seiten wird vor allem die Bedeutung Bodmers beleuchtet, dieses ungewöhnlich vielseitigen Mannes, von dem so ungemein viele Anregungen ausgegangen sind, ja dessen entscheidendes Verdienst seine geistige Vermittlerrolle bildet. Zu den Einflüssen, die Bodmer erfahren hat, gehörte auch der Rousseaus, dessen Beziehungen zu Zürich ein wichtiges Kapitel in der Geschichte der geistigen Wechselwirkungen in unserm Lande darstellen. Was Rousseau mit einem Bodmer und den Schweizern verband, waren, wie Reynold ausführt, drei gemeinsame Charakteristika: der protestantische Geist, der republikanische Geist, das Naturgefühl. Das zweite Buch des Bandes ist Albrecht von Haller überschrieben, das dritte «Dichter und Historiker»: hier finden Salomon Gessner, die Schweizerlieder Lavaters, Gaudenz von Salis-Seevis, die Vorläufer Johannes Müllers und dieser selbst ihre eingehende, liebevolle Behandlung. Diese Kapitel über die Geschichtsforscher und Geschichtschreiber der Schweiz des 18. Jahrhunderts sind umso verdienstlicher, als Bächtold sich mit diesem Zweig der

literarischen Betätigung wenig abgibt und Johannes v. Müller gar nicht mehr würdigt. Reynold widmet Müller 45 Seiten, und er findet den richtigen Standpunkt zur Einschätzung und Würdigung des Verdienstes von Joh. Müllers Geschichten schweizerischer Eidgenossenschaft: als literarisches Werk will die Leistung des geistvollen Schaffhausers in erster Linie gewertet sein. Und dann: das Werk, namentlich seine Vorreden und Widmungen und Einleitungen bleiben «der endgiltige Ausdruck des nationalen Bewusstseins im 18. Jahrhundert; sie stellen sozusagen das Testament der Sehweizer Schule dar.» Reynold meint und wir glauben mit Recht: man sollte Joh. Müller mehr lesen. Gerne würde er eine abgekürzte Ausgabe seines Werkes sehen, die die hauptsächlichen Vorreden, die Seiten über den Rütlischwur und die Geburt der Schweiz, die Geschichte der grossen Schlachten, die Kapitel über die Burgunderkriege enthalten würde; es wäre «der beste und schönste Band zur moralischen und patriotischen Erziehung unseres Volkes.»

Reynolds eigenes Werk will durchaus nicht nur der Literaturgeschichte dienen; ihm liegt daran, in seinen zwei Bänden das Vorhandensein und die Wirksamkeit dessen aufzuzeigen, was er den *Esprit suisse* nennt und was er gerade in der *Ecole suisse*, wie er diese von ihm behandelten Schweizer Schriftsteller zusammenfasst, repräsentiert findet. Deshalb besitzt diese Schweizer Schule auch ein aktuelles Interesse für uns. Und eine einseitig literarische Betrachtung, wie bei Bächtold, kann dieser bedeutsamen Seite in dem Wollen und Wirken dieser Männer niemals gerecht werden. Auch diese Schlussbetrachtung des Bandes, welche in den Lieblingsgedanken Reynolds, das Vorhandensein eines charakteristischen «Schweizergeistes», einführt, sollten die Historiker unseres Landes nicht übersehen. Gerade in unserer Zeit nicht, die das Problem der geistigen Einigkeit der Schweiz in ungeahnter Weise zu einem der Prüfung und des Nachdenkens sehr bedürftigen gemacht hat. H. T.

Literatur für den Geschichtsunterricht.

Otto v. Greyerz. *Von unsern Vätern.* Bruchstücke aus schweizerischen Selbstbiographien vom 15.—19. Jahrhundert. (Zweiter Band.) Bern, Alexander Francke, 1913. — 340 S. geb. Fr. 4.—.

Dass dem ersten Band dieser Selbstbiographien so rasch ein zweiter folgen konnte, ist ein Beweis für die erfreuliche Tatsache, dass heute nicht nur der Geschichtslehrer den Unterricht durch Verwertung von Quellen zu vertiefen sucht, sondern dass auch ein weiteres Publikum unmittelbaren Lebensäusserungen aus vergangener Zeit, besonders solchen, die persönliche Schicksale betreffen, ein grosses Interesse entgegenbringt. Im Gegensatz zum ersten Band enthält der vorliegende weniger, aber umfänglichere Bruchstücke[1]); die geschickte Auswahl

[1]) Aus: Ritter Hans Bernhard von Eptingens Pilgerfahrt (1460), Hans Stockars Tagebuch (1525 und 1526), Thomas Platters Lebensbeschreibung (1572), Andreas Ryffs Lebensbeschreibung (1592 und 1594), Georg Königs Lebensbeschreibung (1693—1697), Ulrich Bräkers Lebensgeschichte (verf. 1768—1788), Jakob Stutz' Selbstbiographie (gedr. 1853), Gottfried Kellers Grünem Heinrich (Fassung von 1880), Niklaus Riggenbachs Erinnerungen eines alten Mechanikers (1886).

verrät, dass dem Herausgeber das menschlich Bedeutsame über dem rein Antiquarischen stand. Zum Teil sind es allerdings alte Bekannte, die hier ihre Erlebnisse erzählen, daneben aber auch Männer, deren Lebensbeschreibungen weniger zugänglich sind. Verständige Textbehandlung macht das Buch recht lesbar; Quellennachweise am Schluss werden dem willkommen sein, der, nicht zufrieden mit dem Bruchstück, gern zum Ganzen greift.

Otto Graf. *Charakterbilder aus der Geschichte des 19. Jahrhunderts.* Erster Teil: Revolution und Kaiserreich 1789—1815. Mit 47 Abbildungen. Bern, Verlag von A. Francke, 1913. — 275 S. geb. Fr. 4.—.

Der Verfasser dieses Buches ging von den beiden Forderungen aus, die nach seiner Ansicht heute vor allen andern an den Geschichtsunterricht gestellt werden: «Einmal soll die sogenannte wissenschaftliche, progressive Methode zugunsten lebendiger Einzelbilder weichen, und dann soll die Neuzeit mehr in den Vordergrund des Interesses treten.» Über die letztere Forderung ist nicht zu streiten, zu jener hingegen doch zu bemerken, dass sie in dieser Allgemeinheit unzutreffend ist. So sehr man auf der Unterstufe die Geschichte in Geschichten, in farbige Einzelbilder, auflösen muss, so wenig wird der Lehrer auf der oberen Stufe die Geschichte nur wie einen Festzug farbiger Gestalten am Schüler vorüberziehen lassen und auf die gedankliche Durchdringung des geschichtlichen Stoffes verzichten. Sehr wichtig sind z. B. gerade heute, wo man dem sog. staatsbürgerlichen Unterricht mit Recht einen breiten Raum gewähren will, verfassungsgeschichtliche Erörterungen; sie brauchen durchaus nicht aus Paragraphenreiterei zu bestehen und langweilig zu sein, wie der Verfasser im Vorwort anzudeuten scheint, sondern können sehr anregend vermittelt werden.

Doch, was das Buch selbst anbetrifft, muss man zugestehen, dass der Verfasser erreicht hat, was er sich vornahm. In drei Abschnitten (Die grosse Revolution, Der General Bonaparte, Der Kaiser Napoleon), die zusammen siebzig «Bilder» enthalten, wird die grosse Zeit dargestellt. Noch selten fiel mir ein so lebendig geschriebenes «Schulbuch» in die Hände; kein Zweifel, dass es jungen Lesern grosse Freude machen wird. Nur ein Wunsch sei hier für die folgenden Bändchen und Auflagen unmassgeblich ausgedrückt: dass die eine oder andere hyperstilistische Schönheit, die beim Bestreben, lebendig zu sein, mitunterlief, ausgemerzt und die Anschaulichkeit nie auf Kosten der geschichtlichen Wahrheit erstrebt werde. Das Wort von der Garde z. B., die stirbt, aber sich nicht ergibt, ist ja recht hübsch, aber nicht von General Cambronne in der Schlacht bei Waterloo ausgerufen, sondern von einem Zeitungsschreiber erfunden worden.

Die Ausstattung des Buches ist vorbildlich; vermerkt sei, dass die Illustrationen keine Phantasiebilder, sondern fast ausschliesslich Bildnisse bedeutender Persönlichkeiten sind.

W. Rosier et P. Decker. *Manuel d'Histoire suisse à l'usage de l'enseignement secondaire.* Ouvrage adopté par le Département de l'Instruction publique du canton de Vaud et contenant de nombreuses gravures ainsi que 8 cartes en couleur hors texte, dessinées par Maurice Borel. Lausanne, Librairie Payot & Cie., 1913. — VIII und 224 S.

Dieses Geschichtsbuch für Sekundarschulen verdient vor allem seiner eigenartigen Anlage wegen eine Besprechung. In zwanzig grösseren Kapiteln schil-

dern die Verfasser die Schweizergeschichte, unter starker Berücksichtigung der Kulturzustände, von den Höhlenmenschen bis auf die Gegenwart. Jedem dieser zwanzig Kapitel, die zusammen ein Lehrbuch bilden, sind einzelne Lesestücke über die bedeutsamsten Ereignisse und Zustände beigefügt, im ganzen 75. Es sind teils Schilderungen neuerer Geschichtschreiber, teils Quellenstücke, teils Gedichte, in glücklicher Auswahl, so dass dieser zweite Teil in seiner Gesamtheit als Quellen- und Lesebuch eine willkommene Ergänzung zum Lehrbuch bildet. 256 zum Teil authentische Bilder und Plänchen begleiten den Text; ein kleiner Atlas von acht farbigen Karten beschliesst das Werk. Abgesehen von fraglichen Einzelheiten (in der Schilderung der Schlacht am Morgarten, die nach dem beigegebenen Plänchen an die Figlenfluh verlegt wird, sollte die Erwähnung des Morgensterns samt der zugehörigen Abbildung wegfallen; die auf S. 26, Anmerkung, angedeutete Furcht vor dem Weltuntergang im Jahre 1000 scheint nach neueren Forschungen doch nicht so allgemein gewesen zu sein), ist das Buch so vortrefflich angelegt, dass man wünscht, dem Volksschüler der deutschschweizerischen Kantone eine ähnliche Schweizergeschichte in die Hände geben zu können.

Gottfried Guggenbühl.

Nachrichten.

Der Verein schweizerischer Geschichtslehrer hielt Sonntag, 28. Juni 1914, im Hotel Aarhof in Olten seine dritte Versammlung ab. Besondere Bedeutung gewann die Tagung durch die Anwesenheit der Herren Professoren Dierauer aus St. Gallen und Meyer von Knonau aus Zürich, die ihr lebhaftes Interesse für die wichtigen Fragen der Ausgestaltung des Geschichtsunterrichts an den schweizerischen Mittelschulen bekundeten. Der Vorsitzende, Prorektor Dr. Hans Schneider (Zürich), konnte die erfreuliche Mitteilung machen, dass die Mitgliederzahl des noch jungen Vereins sich innert Jahresfrist verdoppelt habe; immerhin sei ein vermehrter Zuzug aus der Westschweiz sehr erwünscht. Dieser äussere Erfolg werde den Verband bestärken in der Arbeit für eine zunehmende gerechtere Würdigung seines Faches, für die Vertiefung und Belebung des Unterrichts und für die Förderung des nationalen Sinnes der heranwachsenden Jugend.

Mit grossem Beifall wurde das Referat von Dr. Emil Schaub (Basel) über «Enquete und Vorschläge zur Stellung des Geschichtsunterrichts an den schweizerischen Mittelschulen» aufgenommen. In eindrucksvoller Weise verbreitete sich der Vortragende über das Stoffgebiet, die Zahl der Jahresstunden, die Vorbildung der Geschichtslehrer und die Verbindung der Geschichte mit andern Fächern in der Hand des gleichen Lehrers. Aus seinen Ausführungen ging hervor, dass dem Geschichtsunterricht an den meisten Schulen gegenwärtig weniger Zeit eingeräumt wird, als ihm nach seiner Bedeutung zukommt, besonders an den Höheren Handelsschulen und an den Lehrerseminarien. Dies macht sich um so mehr fühlbar, als gerade heute mit

Recht vom Geschichtslehrer eine eingehende Berücksichtigung staatsbürgerlicher Fragen gefordert wird. Der Referent, und darin stimmte ihm die lebhaft einsetzende Diskussion durchaus zu, ist der Ansicht, dass die Staatsbürgerkunde nicht als besonderes Fach, sondern in Verbindung mit Geschichte und vom Geschichtslehrer zu erteilen sei.

Nach gleichfalls mit grosser Zustimmung aufgenommenen Ausführungen von Dr. Heinrich Flach (Küsnacht-Zürich), erörterte der Verein «Die Stellung der Geschichte zum modernen Geographieunterricht.» Wieder wurde, wie schon früher, mit Entschiedenheit betont, dass die moderne naturwissenschaftliche Geographie nicht auf Kosten eines humanistischen Faches, wie der Geschichte, ausgebaut werden dürfe; ferner wurde darauf hingewiesen, der Geschichtsunterricht könne, ganz abgesehen von seiner grossen erzieherischen Bedeutung als Gesinnungsunterricht, mindestens ebenso sehr Gegenwartswerte vermitteln und das Verständnis aktueller Ereignisse fördern, wie die Geographie, die in den Händen ihrer naturwissenschaftlich gebildeten Vertreter vielfach zu einer reinen Naturwissenschaft geworden sei und die Pflege der sog. politischen Geographie stark zurückgedrängt habe.

Unter den geschäftlichen Angelegenheiten dominierte die Frage eines Verbandsorgans. Der Vorsitzende hatte Fühlung mit dem «Anzeiger für schweizerische Geschichte» gesucht, in der Hoffnung, dadurch auch die Verbindung zwischen Wissenschaft und Schule und eine gewisse Annäherung zwischen der «Allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz» und dem «Verein schweizerischer Geschichtslehrer» fördern zu können. Der Hauptredaktor des Anzeigers, Dr. Nabholz (Zürich), war diesem Bestreben in anerkennenswerter Weise entgegengekommen. In der Diskussion teilte der Präsident der «Allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft», Prof. Meyer von Knonau mit, dass nach Ansicht des Gesellschaftsrates eine Fühlung mit unseren Bestrebungen wohl möglich sei; kürzere Artikel über unsere Verhandlungen seien im «Anzeiger» sehr zu begrüssen, auch könnten kleinere pädagogische Aufsätze wohl Raum finden. Unsere nächste Versammlung wird in der Sache definitiv zu beschliessen haben.

Die Jahresversammlung, die im Herbst 1914 zusammen mit der des Vereins schweizerischer Gymnasiallehrer hätte stattfinden sollen, wurde, wie diese, infolge des Kriegsausbruchs nicht abgehalten. Der Vorstand unseres Verbandes hat dafür eine Versammlung für die zweite Hälfte Mai 1915 in Aussicht genommen, an der die Traktanden der Jahresversammlung (Referat von Dr. A. Barth, Basel, über die «Aufgaben des Geschichtsunterrichts an den Mittelschulen»; Jahresgeschäfte), erledigt werden sollen. Gb.

Druck und Expedition *K. J. Wyss* in Bern.